

Hier et Aujourd'hui

Paul Levi

L'occasion manquée



Jean-François Claudon et Vincent Pr sumey

EDITIONS DE MATIGNON

Table des matières

Levi, c'est qui ?	2
Formation et personnalité	5
Avec Rosa	6
De la guerre à la révolution	7
Dans la tourmente	11
Dirigeant clandestin	13
1920 : succès et inquiétudes	15
Nouvel élan	17
La cassure	18
URSS et démocratie	22
La KAG et les « <i>partis ouvriers</i> »	23
La défense républicaine et prolétarienne	25
L'absent-présent de l'année 1923	26
L'ennemi des nazis	28
La fin	30
Bibliographie :	31

Levi, c'est qui ?

Jaurès, Lénine, Rosa Luxemburg, Trotsky, Largo Caballero, Durruti, Gramsci, Levi...

Levi ? Connaissez-vous Paul Levi ?

Dans la galerie des grandes figures révolutionnaires du premier Xxe siècle, c'est pour l'instant un oublié, qui y figurera à nouveau — à une place d'honneur ! — quand pour la survie et l'avenir de l'humanité, la révolution prolétarienne et démocratique, aura repris pleinement son cours.

Cette brochure entend y contribuer. Réalisée par deux professeurs d'histoire et militants socialistes, révolutionnaires et syndicalistes français, elle participe des combats du moment présent, parce que, nous avons la chance d'être au courant d'une chose : Paul Levi est celui qui, après avoir représenté dans la première grande vague de la révolution mondiale, entre 1917 et 1923, la voie unitaire et démocratique de la victoire possible, a le premier perçu et affronté ce que seront encore en grande partie les conditions du combat présent, un siècle après.

Un tel savoir, que nous devons à nos histoires personnelles, à nos expériences politiques et à nos recherches historiques, ne se garde pas pour soi.

Mais, nous dira-t-on, si votre Paul Levi est ce que vous dites là, comment se fait-il que l'on n'en entende pas parler ? Comment se fait-il qu'il soit pour ainsi dire oublié ?

La réponse est simple : il est occulté parce qu'il est ce que nous disons là. Vainqueurs et survivants n'aiment pas les remords et les témoins de ce qui aurait pu être. Aucun courant historiographique, soit dominant, soit oppositionnel, ne lui fait sa juste place. Et cela se comprend.

Paul Levi a fondé le Parti communiste allemand (KPD) et l'a lancé dans la révolution en voulant en faire un parti de masse qui, par une stratégie unitaire, marcherait à la victoire. Sans lui, car 11 avait déjà été exclu, cette stratégie fut sur le point de l'emporter en 1923.

Mais l'histoire prit un autre cours. L'échec de la révolution allemande ouvrit les possibles à Hitler et Staline. Selon les vues dominantes, une révolution prolétarienne en Allemagne était quelque chose d'incongru. Un pays civilisé ne saurait connaître une chose pareille, bonne pour les Russes. Que cette assertion soit doublement démentie par ces deux noms : Hitler, qui veut dire que la barbarie contre-révolutionnaire n'a rien d'incongru dans un pays civilisé, et Staline, qui veut dire que la révolution prolétarienne isolée en Russie ne pouvait que très, très mal tourner, cela ne trouble guère les thuriféraires du fait accompli. À leurs yeux, la révolution en Allemagne, passé l'assassinat de Rosa Luxemburg et Kart Liebknecht en janvier 1919, ne pouvait plus consister qu'en convulsions sans avenir, 1923 n'étant que l'ultime spasme d'une histoire moribonde.

Cette conception dominante peut fort bien se draper dans une version « marxiste » consistant à donner des explications soi-disant matérialistes à l'inévitabilité du fait accompli. C'est oublier que, pour Marx, ce sont les hommes vivants qui font leur propre histoire et que la nécessité sociale n'est rien sans l'action consciente, et donc contingente : la lutte vivante, l'organisation collective et la conscience reposant sur la culture, la théorie, la tradition.

L'exclusion de Levi vit se produire la première campagne de diabolisation d'« ennemis du parti » dans le mouvement communiste, les lévites. Bientôt il y aura des trotskystes, des zinoviévistes, des boukhariniens, puis des titistes, etc. Avant tous, il y eut les lévites.

Pour le stalinisme, ce n'était qu'un social-démocrate égaré, un traître né, un défenseur de la démocratie, — comprenez de la démocratie bourgeoise —, toutes choses en quoi d'ailleurs il tenait bien de sa maîtresse à penser, Rosa Luxemburg, une menchevik aux yeux de Staline, même si par la suite le régime de RDA tentera de la statufier. Levi, qui fut son héritier politique, son avocat dans son combat politique juridique contre le militarisme prussien précisément en 1914, et son amant, n'aura pas de statue. Tant mieux pour lui d'ailleurs !

L'historiographie trotskyste avant Pierre Broué voyait en Levi un communiste un peu droitier qui avait exagéré ses critiques en 1921 et retourna à la sociale-démocratie. Les sociaux-démocrates l'ont toujours considéré comme un élément revenu au bercail, mais non repent, et donc marginal. Enfin, l'historiographie d'inspiration anarchiste, conseilliste ou se réclamant de la gauche communiste, voit en lui également un droitier, ennemi spécifique du « gauchisme » qu'il affronta avant Lénine. Comble de l'ironie, on a même pu en faire un précurseur de la « bolchévisation » — en fait, de la stalinisation — du communisme en Allemagne.

Bref, Paul Levi n'existe pas, parce qu'au fond, il n'aurait pas dû exister. Cela ne signifie pas qu'il n'existe pas d'ouvrages le concernant, surtout en Allemagne. Au livre déjà ancien, écrit sous un angle l'envisageant comme un social-démocrate ayant perçu précocement la montée nazie — rien que cela

serait important, mais il est loin de s'y réduire — de Charlotte Beradt (1969), s'ajoutent plusieurs publications. Une étude de Sibylle Quack en 1983 a établi sa liaison avec Rosa Luxemburg et lui confère un rôle structurant, puis plusieurs articles (de Michael H. Krätke, notamment) ont mis en évidence une filiation entre Levi et la gauche sociale-démocrate des années 1960, tandis que d'autres auteurs ont signalé le vibrant hommage qui lui fut rendu par cette figure méconnue du socialisme vivant que fut Albert Einstein.

Mais on ne saurait comprendre le défenseur de la démocratie contre les nazis que fut Levi après 1923 sans appréhender l'immense épaisseur historique du Levi d'avant 1923. Or, ceci reste, pour l'essentiel, à restituer.

La présente brochure n'est pas ce travail nécessaire, elle veut l'annoncer, l'appeler et le justifier. Sa nécessité a d'ailleurs été soulignée par la parution d'une biographie en français de Paul Levi, au Québec, par Frédéric Cyr.

C'est un signal d'alarme : la probité de l'auteur n'est pas en cause, mais ce travail illustre exemplairement ce que peut donner un travail universitaire « *normal* », réalisé avec des moyens universitaires lui permettant en particulier l'accès à toutes les archives nécessaires, mais sans aucune empathie pour son sujet, sans rien qui ne provienne du mouvement ouvrier, du socialisme et de la cause révolutionnaire. Toutes choses qui, manifestement, n'avaient pas à être comprises du point de vue universitaire, alors qu'elles sont le contexte et l'humus sans lesquels on ne peut rien en saisir. Le résultat, d'un relatif intérêt factuel, combine incompréhensions grossières, termes approximatifs et souvent inexacts pour désigner les courants et les groupes (ainsi la gauche communiste allemande devient « *anarcho-syndicaliste* », et ce n'est qu'un exemple), sous-estimation non seulement politique et intellectuelle, mais psychologique, de son sujet (ainsi l'auteur se demande incessamment de qui Levi est « *l'agent* », et pense qu'il avait été un agent de Lénine...), attaques non argumentées car leurs tenants et aboutissants ne sont pas compris (Levi « *croyait* » dans la « *lutte des classes* » et dans la « *dictature du prolétariat* » et il a, voyez-vous, très mal défendu la République de Weimar !), pré-supposés implicites sur le communisme pris comme un bloc, etc. On a le droit d'être antimarxiste, mais à condition de comprendre quelque chose à ce dont on parle. C'est un signal d'alarme, car une telle « *biographie* » tient de la pierre tombale, alors que la cause et les méthodes de Paul Levi répondent à des besoins vivants contemporains.

Notre point de départ est constitué par l'ouvrage de référence sur la révolution allemande, la thèse française de Pierre Broué parue en 1971. Paul Levi en est un personnage central et ce simple fait a amorcé de loin, non sa réhabilitation — car il n'en a pas besoin —, mais son retour. Cela, bien que l'auteur cesse pratiquement d'en parler dès lors qu'il n'est plus « *communiste* » au sens de membre du parti. Mais donner raison à Paul Levi qui, en 1921, se trouve hors du mouvement communiste, et entreprend de défendre des positions révolutionnaires prenant acte pour la première fois de ce que le prolétariat hérite d'une série d'organisations dont aucune n'est vraiment la sienne, et qu'il faut, pour toute une période, faire avec, et unir les cultures militantes sur la base des aspirations et intérêts communs, c'était déjà se situer sur un autre plan que celui des organisations trotskystes réellement existantes.

Pierre Broué à propos de Paul Levi, dans un des chapitres conclusifs de son grand livre, parlait de « *l'occasion manquée* ». Jean-François Claudon, dans un article publié par des bulletins socialistes de gauche, a complété : l'occasion manquée « *du socialisme mondial* ». Rien que cela ? Rien que cela.

Chacun comprendra que si l'on étudie les occasions manquées, c'est pour ne pas en manquer d'autre, et que cette motivation prescrit de faire de l'histoire sérieusement.

Formation et personnalité

Paul Levi est né le 11 mars 1883, trois jours avant la mort de Karl Marx, à Hechingen, petite ville industrielle du Bade-Wurtemberg située au pied de la Forêt Noire.

Son père était copropriétaire de l'entreprise textile Liebman et Levi (et non un banquier, comme l'ont écrit divers auteurs). C'est un milieu bourgeois, à la fois ouvert aux idées démocratiques et qui maintient une pratique religieuse juive.

Ses études secondaires à Stuttgart et à l'université de droit à Berlin, ponctuées d'un court séjour en France, à Grenoble, le voient affirmer des convictions démocratiques lors des conflits opposant les associations étudiantes — il sera mis aux arrêts trois jours par la direction de l'université ! —, et jusque dans sa thèse de droit, consacrée aux recours administratifs et aux plaintes administratives, c'est-à-dire à l'art de poursuivre l'État en justice.

En 1906, le voici avocat à Francfort, où il exerce à son compte à partir de 1909. C'est un avocat des pauvres et des opprimés — comme un certain Maximilien de Robespierre, un siècle et demi avant lui, Levi fait à bien des égards figure dans le monde de la justice « *d'avocat des malheureux* ».

C'est en 1909, à 26 ans, qu'il adhère au Parti social-démocrate (SPD), alors la représentation politique et le cadre de socialisation de la majorité du monde ouvrier. En 1903, Rosa Luxemburg écrivait déjà que le SPD n'était « *pas lié aux organisations de la classe ouvrière* », mais qu'il était « *lui-même le mouvement de la classe* ». Trotsky rajoutait même rétrospectivement en 1914 que la sociale-démocratie allemande bien plus qu'un « *parti de l'Internationale* » parmi d'autres, constituaient aux yeux de tous les socialistes européens « *le parti par excellence* ».

F. Cyr, qui le trouve « *arrogant* », cite deux procès retentissants, qu'il perd mais qui contribuent à sa réputation, l'un en faveur de prostituées victimes de médicaments dangereux alors prescrits contre la syphilis, l'autre pour des victimes d'abus fonciers.

L'année suivant son adhésion au SPD, il renonce au judaïsme, par ce qui était alors un acte officiel, notifié à la communauté israélite. Précisons que ce n'est pas là une rupture avec son milieu familial, avec lequel il reste en relation et en correspondance.

Sans doute Paul Levi a-t-il trouvé désormais son mode de vie : celui, au sens le plus noble et fort du terme, d'un intellectuel engagé, et en même temps d'une individualité forte qui préserve en toute circonstance son « *quant à soi* ». De cela, H nous faut dire un mot d'emblée car les reproches, voire les insinuations, le poursuivront par la suite d'avoir été un dilettante et un esthète. En somme, un bourgeois égaré en terre étrangère. Les pauvres qu'il défend, les travailleurs sociaux-démocrates, et plus tard ses électeurs fidèles d'un des territoires les plus ouvriers et paysans d'Allemagne, ne semblent pas avoir été perturbés par le côté esthète de cet homme ayant sa propre vie.

Les luttes fractionnelles ont alimenté ces images et ces rumeurs : Paul Frôlich, futur biographe de Rosa Luxemburg mais communiste gauchiste quand il côtoie Levi, semble ne s'être pas remis de l'avoir vu aller acheter une pièce de soie de collection pendant les émeutes de Berlin début 1919: « *Était-ce possible ? [...] Quel homme était-ce donc là ? ...] A partir de ce moment, j'ai été son adversaire.* »

Bel exemple, soit dit en passant, de reconstruction après coup d'un antagonisme politique avec des arguments tenant à la psychologie et à ce que l'on appellera plus tard le look. Avec un tantinet

d'exagération, disons que Paul Levi avait parfois un « *look* » à la Oscar Wilde, et des réflexions de spécialiste du droit romain, en pléines assemblées de conseils ouvriers.

Ce « *style* » d'intellectuel contrastera brutalement avec celui des cadres communistes du début des années 1920, assurément. Mais la biographie de Levi envisagée sérieusement fait justement ressortir le fait qu'à aucun moment sa vie privée et son univers personnel n'expliquent ses choix politiques, qu'il assume comme des devoirs, voire comme des charges.

Pierre Broué note : « *Son goût pour les collections d'art n'était pas moins déroutant pour des révolutionnaires professionnels que ses succès féminins dans les milieux les plus huppés.* »

On serait tenté de dire : où est le problème ? Et si le « *style* » extrêmement raffiné de Levi a suscité tant de commentaires, n'est-ce pas parce qu'il dénotait fortement par rapport aux types brutaux que la guerre et l'après-guerre allaient rendre plus fréquents dans les sociétés européennes, et tout particulièrement en Allemagne ? Un éditeur anglais de Levi, David Fernbach, s'est même demandé en 2009 si cet « *homme à femmes* » n'aurait pas été... gay ! Ni père de famille, ni farouche émissaire clandestin, son mode de vie rapproche pourtant, comme personne ne l'a noté à notre connaissance, Paul Levi d'une autre figure vivant seule, se consacrant à la lutte politique, tout en ayant sa sphère privée riche et bigarrée. Mais il s'agit d'une femme, pour lui décisive : Rosa Luxemburg.

Avec Rosa

Fin 1910, il est délégué au congrès de Magdebourg du SPD et vote avec la direction du parti sur les principaux points de l'ordre du jour. Mais d'après Sibylle Quack, de retour à Francfort, prononçant un discours en faveur de la grève générale pour imposer les libertés démocratiques, contre l'appareil militari-monarchique prussien, il conteste explicitement l'orientation majoritaire du congrès. On peut d'ailleurs envisager qu'il ait été à la fois pour des méthodes radicales de lutte — la grève générale — et pour des alliances avec les libéraux, l'un des enjeux du congrès.

Quoi qu'il en soit, c'est là une étape importante : Levi est en train de rejoindre la « *gauche radicale* » de la sociale-démocratie, bien qu'il n'ait pas voté pour elle à Magdebourg, soit qu'il ait estimé que son mandat ne le lui permettait pas, soit qu'il ait évolué précisément dans ces semaines. Le débat du congrès portait sur le bilan des grèves et des manifestations de masse de l'année 1910 pour imposer le suffrage universel en Prusse, autrement dit, dans la perspective de Rosa Luxemburg, pour engager la lutte révolutionnaire pour la République démocratique, contre l'État impérial.

Pour Levi, l'exigence démocratique d'un état de droit et la lutte révolutionnaire du prolétariat sont les deux faces de la même pièce.

Le 1er octobre 1913, il expose cette certitude dans les colonnes du journal social-démocrate francfortois Volksstimme : « *Nous avons toujours dit que le droit de vote en Prusse représente le cour [de la lutte] politique. [...] Or, il est impossible de franchir le mur qui nous en sépare au seul moyen d'articles et de discours. [...] Il est impossible pour l'ensemble des masses de s'investir dans un tel mouvement sans qu'aucune préparation et sans qu'aucun effort ne soit fait. [...] Nous devons considérer d'une manière urgente la grève de masse et l'inclure à notre programme politique* ».

Le jeune intellectuel, doté d'une expérience du terrain encore limitée, insiste déjà sur la mise en mouvement des larges masses par des actions unitaires sur des objectifs précis. « *Nous souhaitons combattre l'État bourgeois, le mettre à genoux. [...] Il est important de ne pas simplement dire "non"; mais plutôt d'agir* », affirmait-il le 30 septembre 1910. Cette intuition fondamentale sera, quelques années plus tard — mais dans des conditions radicalement nouvelles — un des points d'appui de Levi pour mettre au point la politique du « *front unique* ».

Or, dans cette bataille, on a vu l'appareil du parti et celui des syndicats se mettre à freiner les grèves, et Kurt Kautsky, surnommé le « *pape* » du marxisme, cautionner cette évolution de la direction du parti, Rosa Luxemburg, son ancienne amie et élève, s'opposant désormais ouvertement à lui. Le congrès a eu lieu alors que la mobilisation est retombée et Rosa y est minorisée.

Levi est élu au parlement municipal de Francfort en 1912, et au Landtag de Prusse en 1913. Fin 1913, il est délégué au nouveau congrès de Iéna et vote cette fois-ci avec la gauche et Rosa Luxemburg, qui totalisent 142 mandats contre 333, soit déjà les forces potentielles de ce que seront les — car le pluriel s'impose — courants de gauche qui s'opposeront bientôt à la guerre et à l'union sacrée.

Juste après ce congrès, le 26 septembre 1913, à Bockenheim, un quartier de Francfort, Rosa Luxemburg lance dans un meeting : « *Si on attend de nous que nous levions les armes du crime contre nos frères de France et d'ailleurs, alors nous nous écrions : "Nous ne le ferons pas" !* » La voici alors accusée d'appel à l'insubordination et provocation à des actes criminels.

Le procès, en février 1914 à Francfort, est une grande bataille politique pour elle et ses deux avocats : Kurt Rosenfeld et Paul Levi. Et ce n'est que le début d'une série de procès et de meetings dans toute l'Allemagne, dont Levi, en tant qu'avocat et camarade, est partie prenante. Le plus célèbre de ces procès, victorieux pour une fois, les oppose au général Falkenhayn.

Ils sont aussi amants, ce sur quoi les termes des lettres de Rosa ne laissent aucun doute, au moins entre mars et août 1914. Leur association politique, intellectuelle et personnelle date probablement de fin 1913, peut-être au moment du meeting de Bockenheim dans la foulée du congrès de Iéna.

Le petit député, brillant avocat, agit maintenant au niveau national, dans une grande complicité avec la révolutionnaire déjà légendaire, pour porter le plus de coups possibles au second Reich et au militarisme prussien. Cette belle période de sa vie est brisée net, comme pour des millions, par l'entrée en guerre et le ralliement du SPD à l'Union sacrée. Les condamnations accumulées par Rosa avant l'entrée en guerre serviront de prétexte au pouvoir pour l'enfermer pendant la majeure partie de la guerre. Paul Levi et elle passeront encore deux jours ensemble, à Berlin, en avril 1915.

De la guerre à la révolution

La guerre est un coup terrible, et Rosa, qui le ressent aussi, soutient le moral de Paul : « *Mon pauvre chéri, ne sois pas si désespéré. Nous avons besoin de courage [...] pour continuer la lutte* », lui écrit-elle le 31 juillet 1914, le jour de l'assassinat de Jaurès.

En août 1914, Levi ne s'est pas « *retiré temporairement de la vie politique* », comme l' imagine F. Cyr, qui fait cette déduction... parce qu'il a ouvertement refusé de participer à des conférences publiques

d'Union sacrée ! Cela prouve naturellement le contraire : il cherche comment combattre la guerre et l'Union sacrée, tout en assurant sa réélection dans le cadre légal au niveau d'un district de Francfort, ce qui lui donne un peu de marge pour des activités de plus en plus clandestines, en relation avec le réseau des sociaux-démocrates résistants, les internationalistes que l'on n'appelle pas encore les spartakistes. Probablement par l'entremise de Rosa, il intègre le noyau dirigeant du groupe Internationale où il rejoint Karl Liebknecht, Franz Mehring, Clara Zetkin, Lei Jogiches, Ernst Meyer du Vorwärts, Wilhelm Pieck, le deuxième secrétaire du SPD à Berlin, Paul Lange, ainsi qu'Hermann et Käte Duncker. Le 5 mars 1915, il est à Berlin pour participer à une conférence du réseau clandestin qui se tient dans l'appartement de Wilhelm Pieck. Dès cette époque, il est incontestablement un des cadres du regroupement qui allait donner naissance à la Ligue Spartakus. Il profite de sa venue à Berlin pour revoir Rosa en prison. Peu après, il est mobilisé.

La période sous les drapeaux, en Alsace, fut, on s'en doute, difficile, bien que Paul Levi ait par la suite écrit que son régiment, peu belliciste, souffrait plus des officiers que des combats. Une première fois fin 1915, puis de manière continue à partir de février 1916, il se retrouve dans des hôpitaux militaires, jusqu'à ce qu'il soit réformé le 6 mai, en raison d'une santé éprouvée par divers accidents et une grève de la faim contre le régime disciplinaire.

Fin mai 1916, il se retire à Davos, en Suisse, chez sa sœur Jenny. Mais ce n'est qu'en apparence un retrait : sans que l'on sache si elle en fut la cause ou la conséquence, cette installation en Suisse fait de lui rien de moins que le trait d'union entre bolcheviks et spartakistes, moins d'un an avant l'éclatement de la révolution russe.

Ceci ne peut être compris qu'en envisageant la structuration des courants socialistes anti-Union sacrée en Allemagne et au niveau international, et en précisant que les acteurs de cette histoire ne pouvaient eux-mêmes avoir cette vision d'ensemble.

En Allemagne, une très grande partie de la base de la sociale-démocratie, en fait, — tous ses vieux bastions ouvriers —, est mécontente : ce gros des troupes va bientôt former l'essentiel de l'USPD (Parti Social-Démocrate Indépendant), tentative de refaire vivre la vieille maison, suite à l'exclusion, début 1917, de tous ceux qui ne soutenaient pas ou pas assez l'Union sacrée. Parmi eux, les futurs Délégués révolutionnaires berlinois, réseau syndical formé dans les usines d'armement de la grande ville. Mais ce « *gros des troupes* » est souvent confus ou peu organisé. L'opposition organisée à l'Union sacrée, c'est d'une part le réseau des spartakistes, dont les deux leaders emprisonnés l'un et l'autre, sont Rosa et Karl Liebknecht, premier député d'Europe occidentale à avoir rejeté les crédits de guerre. C'est d'autre part des groupes locaux plus hétérogènes, à Brême, Hambourg, Berlin, dits Linksradicalen, plus portés à la scission que Rosa n'envisage pas encore — elle souhaite chasser du parti, de manière insurrectionnelle, ses dirigeants, pour le reprendre et le rendre au prolétariat.

Au plan international, les socialistes anti-guerre et anti Union sacrée ont tenu deux conférences historiques en Suisse : Zimmerwald en septembre 1915, Kienthal en avril 1916. La neutralité suisse, la présence de nombreux réfugiés politiques, surtout ceux de Russie dont Lénine, la proximité du PS italien hostile à l'entrée en guerre et les positions pacifistes du PS suisse, concourent à en faire le vrai foyer du socialisme international entre 1914 et 1917.

Zimmerwald a adopté un manifeste unanime rédigé par Trotsky, mais une aile gauche représentée par Lénine, tout en l'ayant voté, aurait souhaité aller ouvertement vers la rupture avec l'ancien mouvement socialiste. Dans cette aile gauche, Lénine et les bolcheviks, qui y représentent le parti le plus consistant, sont toutefois eux-mêmes en minorité par rapport aux autres groupes, à la fois un peu moins virulents que Lénine sur la nécessité de scissionner avec sociaux-patriotes et sociaux-pacifistes,

et plus « à gauche » que lui sur certains sujets, notamment les questions nationales : les Linksradicaleen allemands font partie de ces courants.

Un personnage presque légendaire, fantasque et très intelligent, basé en Suisse, dispose des connections les plus étendues avec ces milieux que nous dirions d'« *extrême gauche* » : Karl Radek. Il a l'écoute des Linksradicaleen, notamment de l'équipe de Brême, et fédère plus ou moins les groupes polonais, suédois, avec des contacts hollandais et suisses, formant la majorité de la gauche de Zimmerwald non alignée sur Lénine. Et c'est Karl Radek, dont l'épouse, qui s'appelle Rosa, travaille au sanatorium, que Paul Levi va côtoyer à Davos, où ils ont logé ensemble. Il écrit d'ailleurs dans sa notice autobiographique parue en URSS en 1926 s'être installé à Davos après la conférence de Kienthal, soit pratiquement en même temps que Levi.

Après Paul Levi, Karl Radek sera « *le* » personnage essentiel de l'histoire du communisme allemand jusqu'en 1923. Or, son passé fait de lui, avant 1914, une « *tête de turc* » pour Rosa Luxemburg, qui ne le supportait pas sur le plan personnel — il est difficile aujourd'hui de dire pourquoi, mais l'on peut penser qu'une certaine désinvolture dans les relations interpersonnelles, notamment avec les femmes, a contribué à cette aversion. Elle voyait en lui un fractionniste provocateur et contre-productif.

Une amitié, car cela semble bien une amitié, se noue alors entre l'ancien amant et la « *tête de turc* » de Rosa, dans les lieux du roman *La Montagne magique* de Thomas Mann. Une amitié forgée sur la base des contacts internationaux pour préparer la révolution qui pourrait naître du carnage de la Grande guerre. Par Radek, Levi connaît Lénine et Zinoviev.

La période de travail, et même de vie commune, entre Levi et Radek est aussi en grande partie la période où Radek et Lénine se rapprochent, dans l'opposition au dirigeant socialiste suisse zimmerwaldien Robert Grimm, auquel ils reprochent d'avoir déclaré qu'il accepterait une « *défense du territoire* » suisse en cas d'attaque allemande. Dans les premières semaines de 1917, leur collaboration politique, et, sans aucun doute, technique (courriers clandestins, organisation des contacts) est très étroite. Sous le pseudonyme de Paul Hartstein, Levi est dans le noyau dirigeant de la gauche zimmerwaldienne qui a retrouvé son unité.

Habituellement avare en compliments, Lénine, en pleine polémique avec les « *lévites* », n'en écrira pas moins, quatre ans plus tard, que dès son séjour helvétique, « *Levi était bolchevik* ». Au même moment, il confie dans une lettre à Clara Zetkin qu'il « *sait apprécier Levi et ses capacités [...], car il a fait ses preuves aux temps des pires persécutions* ».

Le 1er février 1917, Levi prend part, à Olten, à une réunion du noyau de la gauche zimmerwaldienne, avec Lénine, Zinoviev, Radek, Krupskaja, Fritz Platten, Willy Münzenberg et un militant suisse non identifié.

Un matin de mars 1917, le médecin suisse annonce la révolution russe à Radek et Levi, « *entre la poire et le fromage* » d'après les souvenirs de Radek. Dans les jours qui suivent, ils s'occupent d'organiser le retour en Russie non seulement de Lénine, mais aussi du dirigeant menchevik Martov et de beaucoup d'autres, Lénine ayant mandaté Levi et Radek pour les discussions qui conduisirent à ce fameux retour via l'Allemagne. Il fait partie des signataires du texte justifiant l'accord passé avec le Reich pour le permettre. Sur le quai de la gare à Zurich, en se séparant, Levi dit à Lénine : « *Vas-y fort !* »

Les autorités allemandes n'étaient sans doute pas très satisfaites du bon usage que Levi avait fait de son séjour de santé en Suisse. En mai 1917, 1 est convoqué par l'armée, jugé à nouveau bon pour le service et remobilisé, à l'arrière, à Limbourg-sur-Lahn : ni plus ni moins qu'une sorte de rétention

administrative, qui se termine fin janvier 1918 — bien qu'il se soit sans doute rendu clandestinement à Berlin fin 1917 si l'on en croit les souvenirs de l'ancien spartakiste Fritz Rück.

Dans les semaines qui ont immédiatement précédé la révolution russe, s'est produite l'exclusion du gros tiers de la sociale-démocratie, donnant naissance à l'USPD. Peu après a lieu la première grande grève de masse des ouvriers berlinois pendant la guerre, lancée pour le ravitaillement. Les spartakistes se sont embarqués dans l'USPD, sans que Rosa, en prison, se soit prononcée — on la sait sceptique. Paul Levi a eu le temps de s'exprimer sur la question, en préconisant, comme Karl Radek et les Linksradiكالen, la formation d'un pôle révolutionnaire autonome en dehors des « *sociaux-pacifistes* » de l'USPD. Il se situe donc alors à la gauche du mouvement spartakiste, dans le prolongement de son expérience internationale en Suisse (et nullement en tant que « *cheval de Troie* » de Lénine, comme l'imagine F. Cyr). Il accepte toutefois la décision majoritaire, même si celle-ci fut plutôt une indécision, aboutissant à faire des spartakistes l'aile gauche de l'USPD, parti de masse relativement informe.

Enfin libéré par l'armée, Levi choisit de venir à Berlin en janvier 1918, de toute évidence en accord avec l'équipe spartakiste dont la tête clandestine est alors le vieux militant polonais Leo Jogiches. Le 27 janvier, les Délégués révolutionnaires clandestins, à travers les syndicats, lancent une grève de masse avec des revendications politiques : le suffrage universel en Prusse et la paix immédiate. Les 414 délégués représentent près de 500 000 travailleurs : c'est le vrai début des conseils de la révolution allemande.

Début février, le mouvement est cassé par la militarisation des usines. Le traité de Brest-Litovsk sera peu après imposé à Lénine et aux bolcheviks en Russie, qui y sont effectivement « *allés fort* » : ils ont pris le pouvoir, mais se retrouvent seuls. La mobilisation du fondateur des Délégués révolutionnaires, Richard Lùller, et la capture de Jogiches décapitent les organisations révolutionnaires berlinoises.

Levi ne s'est pas tout de suite fixé à Berlin : en février 1918, il rejoint le groupe USPD du parlement de Francfort, où son mandat court toujours. Mais durant la période difficile qui va du traité de Brest-Litovsk et de la répression des grèves de Berlin à la fin effective de la guerre, il est principalement à Berlin, et sans doute au coeur de l'organisation spartakiste clandestine décapitée, travaillant à la reconstituer.

Le traité et ses suites, ainsi que les informations souvent sanglantes arrivant de Russie, suscitent des doutes sur la révolution russe dont Levi et ses camarades apparaissent alors comme les représentants en Allemagne. Pour la Lettre de Spartacus de septembre 1918, leur publication clandestine, Rosa Luxemburg fait sortir de prison un article très inquiet et critique : « *La tragédie russe* ». Il paraît, précédé d'un chapeau qui en atténue la portée et dont Levi est probablement l'auteur, mais un autre court article sur les clauses additionnelles à Brest-Litovsk semble impubliable à l'équipe clandestine formée de Levi, Ernst Meyer et Eugen Léviné. Il est décidé qu'il doit parler à Rosa.

Il obtient de pouvoir lui rendre visite en prison, à Breslau, et ils discutent plusieurs heures : de ce débat naîtra un texte non destiné à publication, mais écrit d'abord pour Levi, La révolution russe — le texte où Rosa tout en légitimant la révolution d'octobre décrit l'État qui en est issu comme une dictature où ce qui reste du prolétariat n'a plus de droits démocratiques, alors que la démocratie, c'est d'abord celle de celui qui pense autrement.

Dans l'immédiat, tous vont vite avoir autre chose à penser. Les défaites à l'Ouest depuis l'arrivée des troupes américaines et la décomposition de l'armée d'occupation en Ukraine décident les chefs militaires allemands à imposer une transition politique, avec entrée du SPD et du Centre catholique au gouvernement et offre de paix aux alliés. C'est chose faite le 4 octobre. Le 7, les spartakistes tiennent une conférence à Berlin. Levi agit en faveur de leur unification avec les groupes Linksradiكالen qui

forment les ISD (Socialistes Internationaux d'Allemagne), puis les IKD (Communistes Internationaux). En septembre, il a repris attache avec Radek et la Russie, les contacts entre spartakistes, USPD, Linksradien et le pouvoir soviétique étant déjà multiples, car beaucoup passent tout simplement par l'ambassade russe installée à Berlin suite au traité.

Fin octobre, d'après les mémoires de l'amie intime de Rosa et de Levi, Mathilde Jacob, il discute à la fois du combat pour faire élire des conseils ouvriers et une constituante — qu'il ne semble donc pas opposer — et pour se procurer des armes. Selon l'historien Louis Dupeux, lorsque les IKD rencontrent secrètement Spartakus le 1er octobre 1918 « *pour préparer l'insurrection prochaine* », Wolffheim — le militant hambourgeois qui dérivera l'année suivante du gauchisme au nationalisme — se prononça violemment contre un projet de tract, préparé par Levi, et invitant les soldats à désertir en masse. Il est donc un personnage de premier plan dans la coulisse, si l'on peut dire, mais, à une échelle de masse, c'est autour de Karl Liebknecht, surexposé, que tout va tourner.

Liebknecht est en effet libéré le 22 octobre au soir — mais pas Rosa. Il agit tout de suite de manière autonome, avec les représentants des Délégués révolutionnaires berlinois, envisageant avec eux de préparer grève générale et insurrection. Le mouvement éclate spontanément début novembre, le soulèvement des marins de Kiel entraînant une partie de l'armée et la classe ouvrière. L'Allemagne se couvre de conseils. Le 9 novembre 1918, le second Reich est renversé. La Grande guerre a pris fin ce jour-là, pas le 11 novembre de l'armistice officiel.

Dans la tourmente

La révolution allemande de novembre 1918, son démarrage en fanfare et son évolution tragique, ont été vécus comme un cyclone par les membres de la petite équipe spartakiste, Rosa Luxemburg, libérée seulement le 10 novembre, et ses camarades s'y plongeant corps et âme.

À Berlin, sous l'impulsion des Délégués révolutionnaires et de Karl Liebknecht, se forme un conseil d'ouvriers et de soldats qui prend de fait le pouvoir. Mais, en son sein, les soldats sous la coupe du SPD assurent la protection de l'appareil d'État hérité du second Reich à tous les niveaux, les anciens ministères étant préservés, bien que sous la tutelle théorique du « *Conseil des commissaires du peuple* » SPD-USPD. Le congrès des conseils, tenu par le SPD, décide, le 10 décembre, de conférer tous les pouvoirs à une assemblée constituante. Au fond, l'affrontement central se noue autour de la question de la force armée et du corps des officiers. La Ligue Spartacus, formée autour de son journal, Die Rote Fahne (« *le Drapeau rouge* »), est une composante autonome de l'USPD qui attire des milliers de jeunes nés de la guerre, soldats démobilisés, chômeurs, qui tiennent la rue. Cette base est portée à l'affrontement immédiat, y entraînant souvent son idole, Liebknecht. Les provocations du corps des officiers, des Freikorps en formation (corps francs), avec la complicité active ou passive des chefs de la social-démocratie, la ciblent systématiquement. L'une des premières se produit le 21 novembre : une voiture militaire vient tirer sur le rassemblement spartakiste tenu devant la préfecture de police de Berlin, elle-même occupée par le socialiste USPD Emil Eichhorn qui s'en est emparé lors de la révolution. Trois cortèges avaient convergé vers le lieu du rassemblement, conduits par les trois principaux orateurs spartakistes : les deux premiers étaient évidemment Rosa et Karl Liebknecht, le troisième, moins connu, était Paul Levi !

Le 19 décembre, Karl Radek arrive, cette fois-ci en émissaire de la Russie communiste. Les retrouvailles avec Rosa sont tendues et c'est Levi qui fait le médiateur. Le soir se retrouvent dans l'arrière-salle d'un bistrot ouvrier Rosa, Karl, Jogiches, Levi et Radek. Une partie de la discussion porte sur la terreur en Russie : Rosa en reste une opposante. L'objectif immédiat de Radek est d'accélérer la formation d'un « *vrai* » parti communiste en Allemagne, ce à quoi poussent également la crise de l'USPD et la pression des jeunes révoltés qui tiennent la rue.

Son congrès constitutif se tient les 30 et 31 décembre 1918. Ce sera le KPD(S) — Parti Communiste Allemand (Spartakiste). Son programme a été adopté dans l'enthousiasme : il est de la plume de Rosa et de Levi. Mais la grande majorité des délégués a rejeté la participation électorale à l'assemblée constituante, présentée par un rapport de Paul Levi, et le sentiment majoritaire dans la discussion à propos des conseils ouvriers et des syndicats est qu'il faut quitter ces derniers, ce à quoi il s'oppose. Les IKD (ex-Linksradicalen) sont entrés dans le nouveau parti quand ils ont eu l'assurance qu'il ne participerait pas aux élections. En revanche, les Délégués révolutionnaires, direction réelle des ouvriers berlinois, qui sont pour y prendre part, ne l'ont pas rejoint. En réalité, ce parti n'est pas un parti, mais une sorte de horde : une bande de jeunes enthousiastes couronnée par une vieille garde admirée, mais nullement obéie. Celle-ci forme sa direction théorique, la Centrale. Levi en fait évidemment partie.

Début janvier, les « *commissaires du peuple* » USPD quittent le gouvernement où rentre, par contre, un SPD d'extrême droite, le sinistre Gustav Noske. Ce gouvernement recomposé passe à l'attaque en destituant Eichhorn à la préfecture de Berlin. Des centaines de milliers de manifestants ripostent. « *De Roland à Victoria se tenaient des prolétaires, bras dessus bras dessous. [...] Ils avaient amené leurs armes, faisaient flotter leurs bannières rouges. Ils étaient prêts à tout faire et à tout donner, même leur vie. Une armée de deux cents mille hommes, comme aucun Ludendorff n'en avait vue* ». C'est très probablement Levi qui écrit ses lignes un an après les faits.

Grisés par ce succès, Liebknecht, le député USPD Ledebour et une partie des Délégués révolutionnaires appellent au renversement du gouvernement, mais ne sont plus suivis que par la jeunesse révoltée et une minorité de soldats. Dans une lettre du 9 janvier, Karl Radek appelle la direction du KPD(S), qui ne parvient pas à se réunir, à reprendre l'initiative en sonnant la retraite, et se prévaut du soutien, entre autres, de Levi. Rosa, qui désapprouve les initiatives aventurières de Karl, ne veut pas se séparer des secteurs, tout de même nombreux, qui veulent se battre.

Noske organise méticuleusement l'investissement de Berlin par les corps francs qui massacrent, le 15, Karl et Rosa... Et beaucoup d'autres.

Levi a sans doute échappé au même sort du fait d'avoir été emprisonné du 13 au 24 janvier... Evoquant ces instants terribles, il écrit : « *Deux minutes peuvent parfois sembler durer toute une vie : ces deux minutes, après la lecture de ces lignes, ont été de telles minutes* ».

C'est dans ces circonstances que naît la République de Weimar conçue par les historiens comme le lot naturel d'un pays civilisé pour qui les révolutions sont des anomalies.

La Centrale du KPD(S) ou ce qu'il en reste confère la présidence du parti à Leo Jogiches. Comble du paradoxe de ce soi-disant « *parti* » : Jogiches avait voté contre sa fondation. Mais cet organisateur-né est le meilleur pour coordonner la reconstitution des liens clandestins sous la répression. En fait, une grande partie de son travail consiste à enquêter sur l'assassinat de Karl et Rosa. Levi l'assiste et récupère une grande partie des archives de Rosa, avec l'accord de Jogiches et de Mathilde Jacob : dans ces liasses, le manuscrit sur la révolution russe, les notes sur l'économie politique pour l'ancienne école de Formation du SPD et des herbiers de fleurs séchées.

Début mars, alors que les affrontements se multiplient dans le pays entre corps francs et jeunesse ouvrière, le conseil ouvrier de Berlin, où l'USPD a imposé de nouvelles élections, lance une grève générale contre le corps des officiers et pour le châtement des assassins de Karl et Rosa. Provocations et volonté d'en découdre de certains secteurs conduisent à des affrontements armés. Levi, de facto dirigeant de la Centrale à Berlin, car Jogiches, brisé par le double meurtre, reste caché, s'en tient fermement à la ligne de grève générale sans rechercher les chocs armés. C'est là que Paul Frôlich le prend en grippe et raconte l'anecdote de la pièce de soie.

Noske fait entrer les chars dans Berlin. Jogiches, arrêté, est tué « *lors d'une tentative de fuite* », le 10 mars. Levi, dont la tête est mise à prix, entre dans la clandestinité totale et assume, par accord tacite général de la Centrale, l'héritage de Jogiches : le voilà à son corps défendant dirigeant n° 1 de ce parti qui n'existe pas.

Dirigeant clandestin

Porté à cette responsabilité bien malgré lui, Levi a deux préoccupations : reconstituer les liens clandestins et s'opposer aux aventures armées.

La plus célèbre et la dernière a lieu à Munich en avril. Sans exclure la participation des communistes au gouvernement de facto qui y avait pris le pouvoir, Levi préconise la plus grande prudence, et fera, ensuite, une critique rude de cet épisode, qui lui vaudra des animosités, et nourrira un dialogue conflictuel avec Radek emprisonné, à qui la jeune Ruth Fisher sert de courrier.

Après Munich, Levi pense que la révolution marque un reflux, mais que l'essentiel du mouvement social, cet « *Achéron qui s'est mis en mouvement* » comme disait Rosa, continue à se développer à travers les grèves, la montée des syndicats et la croissance de l'USPD. Il noue des contacts personnels avec plusieurs de ses dirigeants, comme Walter Stoecker. Le parti indépendant, qui compte alors des centaines de milliers de membres, semble ressusciter la vieille sociale-démocratie, mais sa base ouvrière a été de bien des affrontements et elle affirme vouloir le pouvoir des conseils ouvriers, associés à une assemblée nationale. Levi devient alors l'interlocuteur de l'aile gauche de ce parti, non pas tant en sa qualité de dirigeant du problématique KPD(S) que pour ce que l'on sait de ses relations passées avec Rosa, et de ses liens avec Lénine et la Russie.

Il parvient à réunir une conférence de délégués KPD(S) à Leipzig en avril, puis une autre à Francfort en août. Ce qu'il constate l'inquiète : la quasi-totalité pense qu'il faut boycotter élections et syndicats et certains — en l'occurrence le dirigeant des jeunes, Willy Münzenberg, qui est loin d'être « *le pire* » — le traitent de « *bonze* ». Dans une lettre à Lénine, Levi écrit qu'il met tout en œuvre « *pour retenir les gens afin qu'ils ne donnent pas au gouvernement de possibilité d'opérer une saignée, [... mais qu'il] est souvent difficile de les retenir de commettre de telles folies* ». Il va même jusqu'à parler « *de véritables tentatives de coup d'État* » venues des rangs communistes. C'est probablement à Francfort qu'il se résout à une sorte d'opération chirurgicale pour donner au jeune parti une allure « *présentable* » à même d'attirer des prolétaires plus âgés, syndiqués, qui veulent eux aussi la révolution et forment le gros des troupes à l'USPD. Ce sera le congrès de Heidelberg, les 20-24 octobre 1919.

Dans la tradition de la « *gauche communiste* » et dans une certaine historiographie allemande (K.M. Malmann), le « *coup* » de Heidelberg était de nature bureaucratique, voire pré-stalinienne. Levi avait pris des mesures pour s'assurer une majorité sur son objectif : provoquer le départ ou l'exclusion des plus « *gauchistes* ». Ces mesures étaient les suivantes : élection à la proportionnelle des délégués, attribution du droit de vote au congrès aux membres de la Centrale et non-validation du mandat de la Ligue des soldats rouges. Si cette dernière décision relevait davantage de la manœuvre, le rétablissement de la proportionnelle et du droit de vote pour les membres de la direction remettait enfin l'organisation spartakiste, née dans le tourbillon de la révolution, dans les rails de la démocratie ouvrière. Il est vrai que l'élection des délégués à la proportionnelle favorisait la plus grosse section, celle de Chemnitz en Saxe, seul cas où la vieille sociale-démocratie révolutionnaire et ses syndicats étaient dans leur ensemble devenus spartakistes.

Ces mesures se combinaient à la présentation de Thèses qui faisaient de la participation aux syndicats et d'une politique centralisée plutôt que spontanéiste une question de principe, conditionnant l'appartenance au parti. Ces Thèses furent adoptées, y compris par une majorité de délégués « *gauchistes* » qui n'en faisaient pas une question de principe, et leur adoption produisit l'exclusion de leurs adversaires, qui n'aurait pas été votée sans les voix des membres de la Centrale. Telles sont les pièces du dossier ; il faut les compléter en précisant que parmi les « *exclus* », certains voulaient en effet proclamer la liquidation de toute forme de parti (Otto Rühle), et d'autres, avec Laufenberg et Wolffheim de Hambourg, allaient rapidement développer un « *national-bolchevisme* » tourné vers une partie du corps des officiers, et dénoncer Levi comme un « *Juda* » cosmopolite et corrompu.

Dans l'immédiat, c'est sans doute la majorité des adhérents d'un parti-nébuleuse peu structuré qui se sont trouvés en dehors. Une grande partie d'entre eux formeront, en 1920, le KAPD (Parti Communiste-Ouvrier Allemand). Certains reviendront, notamment la section de Brême liée historiquement à Radek. L'objectif principal, pouvoir s'adresser de manière crédible aux masses USPD, a été atteint dans la mesure où « *Moscou* » aussi s'adressera bientôt à l'USPD. Justement, les explications envoyées à Lénine par Levi, mais aussi par Radek et Thalheimer, l'ont convaincu de cela, et l'ont poussé à formaliser ses critiques contre le gauchisme, considéré par lui comme la « *maladie infantile du communisme* » : la critique léninienne du gauchisme a donc été anticipée et amorcée par Levi. Toutefois, Radek ne voulait pas de l'opération chirurgicale de Heidelberg, que Levi a préparé dans son dos, ce dont il lui tiendra définitivement rigueur.

Si nous voulons mettre à jour le fil conducteur de son action durant cette terrible année 1919, nous pouvons remonter à ce qu'écrivait Rosa Luxemburg dans son dernier article, « *L'ordre règne à Berlin* », le 11 janvier : « *l'absence de direction, l'inexistence d'un centre chargé d'organiser la classe ouvrière berlinoise, ne peuvent plus durer. Si la cause de la révolution doit progresser, si la victoire du prolétariat, si le socialisme doivent être autre chose qu'un rêve, il faut que les ouvriers révolutionnaires mettent sur pied des organismes dirigeants en mesure de guider et d'utiliser l'énergie combative des masses.* »

Nous sommes loin du spontanéisme qu'on prête trop souvent à Rosa en plaquant sur elle le destin ultérieur du courant qui allait préempter son nom.

Dans ce que l'on peut considérer comme son testament politique, elle prône bel et bien la construction d'un parti centralisé, structuré, clair. Mais pas d'une secte : un parti de masse, par et pour les masses. Rupture avec le spontanéisme d'une part, orientation vers les masses qui sont, pour l'essentiel, à l'USPD, d'autre part, constituent les leçons finales du double meurtre de janvier 1919.

1920 : succès et inquiétudes

Fin février, Paul Levi est de nouveau en prison à habit (Berlin). Aucun ouvrage à notre connaissance ne donne les motifs de cette arrestation et de la période de prison qui s'ensuivit. Soldait-elle les poursuites de l'année 1919 ? Dans ce cas, il est curieux que Paul Frölich signale dans ses mémoires que Levi fut cueilli sur un toit par la police, à Brême. Ce souvenir se rapporte-t-il en fait à l'arrestation des délégués au troisième congrès du KPD, à Durlach, près de Karlsruhe, le 26 février ? Mais Pierre Broué ne mentionne pas sa présence à ce congrès et F. Cyr affirme qu'il était alors déjà emprisonné. Quoi qu'il en soit, ce fut décisif : quand éclate le putsch militaire dit de Kapp, le 12 mars, Levi est réduit au silence.

Ce putsch — ou plus exactement sa défaite — fomenté par la droite nationaliste est un épisode clef de l'histoire. La droite et les militaires voulaient finir l'infâme travail commencé par les chefs sociaux-démocrates, en se débarrassant d'eux et en abolissant la République. À la surprise générale, la riposte vint du vieux dirigeant syndical droitier, Karl Legien. Et la grève générale fut totale, le coup défait. Suite à quoi le même Legien posa la question d'un « *gouvernement ouvrier* » qui, du fait du refus de l'USPD et des hésitations des communistes, ne vit pas le jour. Mais les mêmes communistes avaient initialement réagi de façon sectaire, par une déclaration d'abstention envers la grève générale naissante, à laquelle, lourde erreur, ils n'avaient pas cru : les révolutions sont pourtant, en réalité, des mesures défensives de la société.

Levi, comme Rosa, le savait et l'a crié de sa prison, par un texte condamnant cette attitude, que Zinoviev fera publier depuis Moscou en l'approuvant, mais peut-être pas sans arrière-pensées. Dans sa lettre à la centrale, il considère que son abstention coupable constitue « *le plus traître coup de couteau dans le dos que l'on ait jamais donné au prolétariat allemand* ». Il rappelle à ses camarades que, quand l'action de masse survient, même si son objectif initial leur semble limité, la tâche des révolutionnaires est « *de faire en sorte que, dans le cours des choses, les masses comprennent [leur] but. Mais il ne faut jamais crier dès le début : "Ne pas remuer même le petit doigt !" seulement parce que le but ne [leur] plaît pas* ». Emporté par son indignation, le leader emprisonné va jusqu'à se demander si le parti pouvait se relever d'un tel coup, pessimisme exagéré à cette étape, car, si l'abstention sectaire avait été le fait de son noyau dirigeant en son absence, en province la plupart des sections et militants avaient pris part à la lutte.

La victoire d'une grève générale imposant l'unité, avec pour objectif la défense de la démocratie, et ayant posé la question d'un gouvernement ouvrier unitaire, aurait dû nourrir la discussion du IIe congrès de l'Internationale communiste proclamée l'année précédente à Moscou, et dont Zinoviev était le président. Mais on peut dire rétrospectivement que le débat fut rendu de fait impossible par la combinaison du triomphalisme des bolcheviks, victorieux des armées blanches, et de l'ambiance survoltée suscitée par la vigoureuse marche en avant de l'armée rouge en direction de Varsovie et de Lvov dans le cadre de la guerre russo-polonaise.

Levi fait bien sûr partie, en juillet 1920, des délégués au IIe congrès mondial, et l'on pourrait penser que son voyage dans la Russie des soviets, et ses retrouvailles avec Lénine, ont constitué un grand moment. Or, nous n'avons pas de récit de souvenirs, ni de témoignages émus de ces instants. Le seul témoignage vivant est celui d'Alfred Rosmer, prévenu contre lui par des gauchistes hollandais, qui, le rencontrant à Berlin sur la route de Moscou, le trouve geignard et obsédé par le putschisme. C'est pratiquement une barrière culturelle qui a empêché ces deux hommes de communiquer : marxiste allemand contre syndicaliste révolutionnaire français. Il n'empêche que le rapport introductif de

Lénine au congrès sur la situation mondiale avait fortement utilisé deux sources originales : un article de l'économiste Keynes et le rapport de Levi au précédent congrès du KPD(S). Il était donc une référence politique. Mais il n'en usa guère en ce grand congrès mondial.

Ses principales interventions portent sur la définition d'un parti révolutionnaire, et développent les leçons de Rosa et de l'année 1919 : un parti centralisé mais pas artificiel, organique mais pas informel. Pour l'essentiel, ces développements visent à temporer entre le sentiment général qu'éprouve le congrès, Lénine en tête, qui a répertorié les délégués USPD comme "*centristes*", "*réformistes de gauche*" ou "*social-pacifistes*", et les interventions de ces 4 délégués, Crispin et Dittman pour sa "*droite*" (hostile à l'acceptation des 21 conditions), Stoeker et Daümig pour sa "*gauche*", qui ressentent la force et la légitimité de leur parti que le gros du congrès ignore ou ne comprend pas. Ceci donne à ses interventions une tonalité pédagogique marxiste assez classique, qui peut paraître terne après coup, d'autant qu'il y procède aussi, de manière moins heureuse, à l'encontre des délégués d'origine anarcho-syndicaliste, syndicalistes révolutionnaires ou syndicalistes unionistes, espagnols, américains, anglais ou français. Il se retrouve d'ailleurs aux côtés de Radek pour résister à la mise en place de ce qui sera l'Internationale Syndicale Rouge (ISR) dont il comprenait qu'elle risquait de susciter une grande incompréhension au sein des masses USPD. Levi s'opposait également à la volonté de Zinoviev désireux d'imposer au KPD(S) un rapprochement, voire une réunification, avec le KAPD gauchiste qui venait d'être créé en avril 1920.

Ces points d'accord avec Radek cachent cependant une sombre rivalité. Radek de retour en Russie a pris, en février 1920, l'initiative de rendre public, dans l'organe en allemand de l'Internationale, leur débat de 1919 sur l'opportunité de prendre le pouvoir à Budapest et à Munich, expliquant pour sa part — à l'encontre de son attitude réelle à Berlin lors de la « *Semaine sanglante* » de janvier 1919 — qu'il faut savoir se lancer dans des combats perdus d'avance, et rajoutant, en une* allusion à leur dissension sur la terreur (qui vise donc aussi Rosa, mais c'est alors un secret de famille), qu'il faut savoir manier la « *potence* ». « *Ce qui fait la cohésion du prolétariat en tant que classe n'est sans doute pas une guirlande de roses, mais ce n'est pas non plus la corde d'un gibet* », répond Levi...

Selon Paul Frôlich, Levi avait trouvé à Moscou, dans un tiroir de sa pièce-bureau, des rapports confidentiels sur l'Allemagne hostiles à son égard, rédigés par des émissaires de Radek, faisant de lui, suite à Heidelberg, le représentant d'un antigauchisme systématique conduisant à l'inaction. Il revient de Moscou amer et méfiant, et sans doute, peut-on juger rétrospectivement, déjà sceptique sur la situation en Russie.

Le congrès des Indépendants allemands constitua la suite logique du congrès mondial de Moscou puisqu'il fut centré sur la question brûlante de l'adhésion de l'USPD à l'Internationale communiste. Le congrès de Halle fut à l'Allemagne, en plus ample, ce que le congrès de Tours, qui le suit de peu, fut à la France.

L'adhésion au communisme de la majorité de l'USPD, suivie logiquement de sa fusion avec le KPD(S), peut être tenue pour la victoire de Levi, représentant l'aboutissement de ses combats de 1919. Et pourtant c'est une victoire qui lui échappe, car elle est désormais surdéterminée par « Moscou ». Or, à la conception qui en a créé en fait les conditions — celle qu'expose Pierre Broué dans l'important chapitre 22 de son ouvrage sur la révolution allemande (« *Une conception allemande du communisme : Paul Levi* »), qui donne raison à Lénine tout en insistant sur la dimension démocratique de masse que Rosa voulait donner au nouveau parti — s'en oppose une autre, celle de Zinoviev, marqué par l'Etat russe. « *Nous n'avons pas seulement besoin d'un parti communiste, mais d'un parti communiste fortement centralisé avec une discipline de fer et une organisation militaire* », ne craint-il pas d'affirmer. Et c'est Zinoviev, le héros du congrès de Halle, où il a pu venir et tient un discours — fleuve salué comme

un grand moment oratoire — bien que dans les coulisses on le brocarde comme le « *président de l'humanité* » et que Levi le qualifiera bientôt d'« *imbécile de dimension européenne* ». Pour l'heure, bon joueur, Levi se réjouit : la fusion KPD(S)-USPD « *n'est pas un événement allemand. Il n'y a pas d'événement allemand dans la révolution mondiale. Ce à quoi nous assistons, c'est à la formation du premier membre important et constitué sur le plan de l'organisation de l'Internationale des opprimés* » en Europe occidentale.

Cette confiscation de la mise au monde du véritable parti communiste allemand n'est pas sans conséquences sur celui-ci : alors que la tradition révolutionnaire allemande s'oppose à la centralisation autoritaire de la vieille social- démocratie, les opposants à « *Moscou* » peuvent s'en réclamer, et l'Internationale syndicale rouge rend méfiants les syndicalistes qui ne veulent pas la scission. Au final, 140 000 militants rejoignent « *Moscou* » contre 90 000, avec la majorité des parlementaires, qui perpétuent un USPD maintenu, et le gros des troupes — l'USPD avait brassé jusqu'à 900 000 adhérents ! — semble s'évanouir.

Toutefois, la fusion avec les quelque 50 000 membres du KPD(S) relance une dynamique, tant il est vrai que les militants ouvriers préfèrent l'unité aux scissions, et le parti unifié, le VKPD (Parti Communiste Allemand Unifié) atteint vite les 350 000 membres. Levi, — et ce n'est pas la première fois —, aurait volontiers laissé le pouvoir à d'autres, mais les ex-USPD ont exigé sa présence au sein de la double présidence du VKPD, qui lui revient aux côtés de l'un des leurs, Ernst Daümig.

Nouvel élan

Malgré tout, il semble enfin constitué, ce parti communiste allemand, c'est à la fois un parti centralisé à la bolchevique et un grand parti lié organiquement à la classe ouvrière, à la manière de la vieille sociale-démocratie révolutionnaire. Lénine écrit au même moment que les sociaux-démocrates de gauche du type Daümig, Hoffmann ou encore Eichhorn sont « *les anneaux vivants qui relient le parti aux larges masses ouvrières dont ils possèdent la confiance* ». Quant au noyau des délégués révolutionnaires berlinois de 1918–1919 (Müller, Eckert, Malzahn et Neumann), le leader bolchevik estime que « *ce sont des gens comme eux qui forment les larges colonnes aux rangs solides du prolétariat révolutionnaire* ». Et Levi, bien que court-circuité par « *Moscou* » sous les doubles visages de Radek et de Zinoviev, semble bien être le dirigeant de ce parti enfin unifié qui efface l'échec de janvier 1919. Il conserve la présidence du parti, dans la tradition sociale-démocrate lassalienne, son co-président Daümig lui faisant toute confiance, mais l'appareil du parti, mélange composite d'éléments spartakistes, sociaux-démocrates et de projections russes, reste à amalgamer et à tremper. Dès la fin 1920, Levi s'attelle à cette tâche.

Il s'agit d'organiser les luttes sociales de manière à être utile à la classe ouvrière, sans accélérations à contretemps, mais en allant fermement dans le sens de la généralisation et de la centralisation des luttes, en agissant pour l'unité. Lors de l'importante grève des électriciens de novembre, Levi s'oppose aux actions de sabotage, mais soutient les batailles rangées contre les nervis patronaux. Lorsqu'à Stuttgart les responsables communistes des syndicats de métallos demandent aux directions syndicales nationales d'appeler à une lutte d'ensemble sur les revendications élémentaires, et battent le dirigeant métallo Dissman, USPD maintenu, dans l'assemblée régionale des syndicats, il saisit la balle

au bond s'il n'est pas à l'origine de l'opération. Il fait reprendre par le parti l'appel des métallos de Stuttgart, qui devient une Lettre ouverte du VKPD aux syndicats et aux autres partis organisant les ouvriers — SPD, USPD maintenue et KAPD — appelant à l'unité sur les revendications ouvrières, contre les bandes préfascistes et dans la solidarité avec la Russie rouge. Une large campagne se développe qui voit le VKPD marquer des points partout.

C'est une première : après deux années de scission et de sang, les communistes se présentent comme unitaires et efficaces. Zinoviev à Moscou voit cela d'un mauvais œil, mais Radek est d'accord et Lénine intervient pour soutenir cette méthode que le comité exécutif de l'Internationale communiste s'apprêtait à condamner. Pour le leader bolchevik, la Lettre ouverte est « *parfaitement juste dans ses prémisses fondamentales et dans sa conclusion pratique* ».

La méthodologie unitaire fait, certes, moins de bruit et paraît appeler moins de fureur que celle des combats de rue. Mais il s'agit bien, pour Levi, (l'une stratégie de construction qui ne vaut pas que pour l'Allemagne et qui vise à la révolution.

Un signe en est donné par ses interventions italiennes qui se développent à cette période. L'intérêt de Levi pour l'Italie vient de sa culture personnelle et de voyages fréquents. En septembre 1920, de retour du II^e congrès mondial, il s'y trouve à un moment stratégique, en pleine vague d'occupations d'usines et de tentative généralisée de contrôle ouvrier sur l'industrie et la distribution. Quelques jours auparavant, à Milan, le 11 septembre, lors d'une assemblée générale des délégués syndicaux de la CGL (Confédération Italienne du Travail), dirigeants de la CGL et du PS italien se sont renvoyé la balle pour ne pas avoir à assumer seuls la saisie directe des moyens de production, laquelle aurait nécessité la « *sortie des usines* », camions et mitrailleuses en avant, en direction du pouvoir d'État.

Tout est suspendu en l'air et l'organe du PSI, L'Avanti, publie une importante interview de Levi, les 14 et 15 septembre : il y appelle le PSI à former des soviets et engager la lutte pour le pouvoir, avertissant que cette opportunité à ne pas rater pourrait ne pas se représenter de sitôt... C'est seulement le lendemain, le 16, que le dirigeant socialiste « *maximaliste* » Giacinto Serrati revient de Moscou où lui aussi avait assisté au congrès mondial. Le PSI restera dans l'indécision. Les occupations vont se terminer. Le 22 novembre, les fascistes passent à l'attaque à Bologne, puis dans toutes les zones rurales, écrasant le syndicat CGL des travailleurs de la terre et ses coopératives et case del popolo.

Ce « *tropisme* » italien de Levi va être malgré lui le prétexte de la prochaine crise du communisme en Allemagne. Ce n'est au fond pas un hasard : la stratégie unitaire en Allemagne et la défense unitaire, mais recourant à la force, contre le fascisme naissant en Italie, étaient les deux voies réelles vers la révolution européenne en ce seuil de l'année 1921.

La cassure

Après les congrès allemands de Halle, français de Tours, et la scission tchèque, le congrès socialiste italien de Livourne est le quatrième lieu d'où aurait pu sortir un parti communiste de masse. Mais cela se présente moins bien : Amadeo Bordiga, le fédérateur des courants les plus proches de « *Moscou* » — qui, pour « *gauchiste* » qu'il était, agissait par lui-même et nullement sur consignes de Moscou — souhaite un parti homogène et épuré, et n'a cure de rallier la majorité socialiste maximaliste de Giacinto Serrati, sommé de rompre avec la minorité réformiste de Filippo Turati, mais qui n'y tient

pas. Levi est délégué par la Centrale du VKPD au congrès italien, avec un mandat en faveur d'un compromis permettant de garder Serrati dans l'Internationale communiste, et avec lui la masse du parti.

À Livourne, le 21 janvier 1920, les partisans de Bordiga avec l'appui des émissaires de Moscou scissionnent et forment avec la minorité le PC d'I (Parti Communiste d'Italie). Sous les coups fascistes, c'est une scission qui affaiblit la résistance ouvrière en Italie. Levi de retour en Allemagne publie un article non signé qui déplore les conditions de cette scission et laisse entendre que, dans l'Internationale, le VKPD agira pour y remédier. Cet acte d'indépendance par rapport à « Moscou », qui avait paru on ne peut plus naturel à son auteur, déclenche une crise gravissime. Elle se développe en trois phases, chacune incarnée par un personnage-type.

Le premier est Radek. Lors d'une réunion de direction, le 25 janvier 1921, il rétorque à Levi, de retour d'Italie et visiblement agacé de l'atmosphère de guérilla contre lui : « *Avant que vous puissiez nous attaquer, nous vous devancerons et nous tirerons l'épée contre vous.* » Levi n'a pas besoin d'en entendre davantage. Il quitte la réunion en pleine séance. Radek saisit l'occasion pour accuser publiquement Levi de mensonge et exiger un redressement du parti allemand, pas assez « *actif* ». Levi, soutenu par Clara Zetkin, autorité morale en raison de sa longue histoire militante et de sa belle amitié avec Rosa, ancienne dirigeante du mouvement féministe socialiste international, répond que c'est en Russie, au centre de l'Internationale, qu'un redressement s'imposerait. Zetkin tente de solder la crise par une motion unanime de la Centrale qui avalise la scission italienne, mais demande une réorganisation de l'Internationale. Peu de jours après, Radek s'excuse auprès de Levi et l'ambiance se détend provisoirement au sommet du parti. Mais le mal est fait.

Arrive alors le second personnage-type, émissaire de Moscou et pur bureaucrate policier : Râkosi, qui sera plus tard le dictateur hongrois chassé en octobre 1956. Râkosi pose, de sa propre initiative, la « *question de confiance* » aux membres de la Centrale : entre Levi et Serrati, ces « *droitiers* », et l'Internationale, choisissez.

La majorité, pas assez confiante, pas assez affirmée, cède, par 28 voix contre 23, provoquant la démission de Levi, Daümig, Zetkin et de quelques autres.

C'est enfin au tour de la troisième figure : un héros chevaleresque et charismatique, Béla Kun. Suivi de conseillers militaires, il vient convaincre la nouvelle direction formée autour du syndicaliste saxon du bâtiment, Heinrich Brandler, qu'il faut déclencher des actions violentes de masse sous peine de s'embourgeoiser et de ne plus être un parti vraiment révolutionnaire. Selon Pierre Broué, qui s'appuie sur le témoignage de l'ex-président du KPD lui-même, « *Clara Zetkin, que [Béla Kun] rencontre le 11 mars, épouvantée par les propos qu'il lui tient, prévient Levi et refuse désormais de le rencontrer sans témoin* ».

Ce parti déstabilisé par les sommets va se voir offrir, si l'on peut dire, l'occasion insurrectionnelle, par une provocation policière dans la région pauvre et ouvrière de la Saxe montagnarde, en Erzgebirge-Vogtland. Il appelle aux armes et à la grève générale, mais mobilise des forces inférieures à ses propres effectifs : c'est le grand fiasco de l'Action de mars, qui se solde par 149 morts, des milliers de licenciements, Brandler emprisonné, les effectifs divisés de moitié. Une catastrophe, mais que le parti et l'Internationale commencent par présenter comme une lutte valeureuse, en somme une victoire...

Levi ne s'était pas attendu à cet emballement et pensait régler les comptes politiques au IIIe congrès de l'Internationale prévu pour l'été à Moscou. Il apprend les nouvelles à Vienne. Il alerte Lénine le 27 mars : Lénine n'est pas au courant, ce qui en dit long sur la situation de l'État soviétique et des bolcheviks. Ces semaines sont celles de Cronstadt, de l'adoption de la NEP, de l'invasion de la Géorgie,

des prodromes de la grande famine... L'État soviétique est au bord de l'éclatement et les initiatives des dangereux émissaires destructeurs ne sont pas des offensives centralisées, comme cela sera bientôt le cas sous Staline, mais plutôt des manifestations de cet éclatement.

Mais début avril, tant la nouvelle direction allemande que l'exécutif de l'Internationale tenu par Zinoviev entreprennent d'accuser Levi de « *désertion* » en plein combat tout en sanctifiant la soi-disant magnifique « *offensive* » qui vient d'avoir lieu. Ceci conduit Levi à contre-attaquer publiquement, par une brochure, *Unser Weg — wider den putschismus* (« *Notre voie — contre le putschisme* »). Le 15 avril, la Centrale prononce son exclusion, non pour divergences, mais pour « *trahison* », pour avoir critiqué en pleine répression, ce que l'Exécutif à Petrograd confirme le 26 avril avec les signatures de Lénine et de Trotsky.

Le même jour, les fascistes ont détruit la bourse du travail de Turin...

Le 4 mai, toutefois, Levi peut être entendu par la Centrale et son intervention sera publiée sous la forme d'une seconde brochure, *Was ist das Verbrechen ? Die Mdrzaktion oder die Kritik darar ?* (« *Quel est le crime ? L'action de mars ou sa critique ?* »). Il se plaît à rappeler à ses « *juges* » qu'une autorité morale indiscutable considère comme lui que la lutte décisive ne pourra être lancée par les communistes allemands que lorsqu'ils grouperont derrière eux, dans la clarté, la grande majorité du prolétariat, avec le soutien de pans entiers de la petite-bourgeoisie. On s'attend à une évocation des mânes de Rosa, puisée dans *Que veut la Ligue Spartakus ?* mais Levi, mordant, ajoute : « *L'homme qui a écrit cela a eu la chance de ne pas avoir été encore traité par vous de « lévite ». C'est Lénine* ». Levi, au sommet de son art oratoire, se démène avec brio, mais rien n'y fait : son exclusion est confirmée par 38 voix contre 7.

De quoi est réellement coupable Levi ? Le déroulement du IIIe congrès mondial à Moscou, en juillet 1921, répond à cette question : d'avoir eu raison trop tôt. Lénine prend en main le congrès, passant alliance avec Trotsky contre Zinoviev et Boukharine (Radek louvoyant quant à lui de manière tantôt virtuose, tantôt grotesque), pour dénoncer la théorie de l'offensive, imposer à sa place l'orientation dite « *vers les masses* » qui trouvera peu après sa pleine formulation sous le nom de politique du « *front unique ouvrier* », la politique même engagée par Levi avec la Lettre ouverte et ses prises de position sur l'Italie. Il sera donc, d'une certaine façon, l'absent et le vainqueur moral de ce congrès. Mais son exclusion est confirmée, car il aurait « *frappé dans le dos* » le parti en pleine répression. Et les permanents de l'appareil, — ceux qui ne sont pas encore staliniens mais qu'il faut bien appeler comme ce qu'ils sont en train de devenir, des bureaucrates gauchistes —, sont maintenus en place. En coulisse, Lénine passe un accord avec Clara Zetkin avec laquelle il a beaucoup discuté et fraternisé : Levi pourrait bientôt revenir s'il consent à ne pas en rajouter, à rester silencieux, en somme — son appel à l'Internationale n'est même pas communiqué au congrès.

Lénine et Trotsky, qui affrontent les bureaucrates gauchistes dans ce congrès très tendu, ont-ils eu du vague à l'âme en agissant ainsi ? C'est ce que pourraient laisser penser ces propos de tribune de Trotsky, qui apparaît plus encore que Lénine comme défenseur de l'orientation de Levi, qui ne se privera pas de les citer : « *Quand nous déclarons maintenant que nous jetons Levi par la fenêtre, que nous parlons de l'action de mars avec des tournures de phrases confuses, que nous en faisons un pas en avant, que nous masquons la critique avec de la phraséologie, nous ne faisons pas notre devoir.* »

Charlotte Beradt cite la réaction acerbe de Levi face aux offres de Lénine transmises par Zetkin :

« *Clara venait avec trois propositions :*

- *beaucoup de compliments (nécessaires, comme disent les vieux Juifs, pour faire le sabbat) ;*

- *arrêter la revue et toute organisation ;*
- *six mois de pénitence, et pour bonne conduite et célébration de l'omniscience bolchevique, une indulgence de Lénine. »*

Il est trop facile d'expliquer cette réaction par le mauvais caractère ou l'arrogance de Levi, ou même, de façon plus nuancée, par le choc qu'il a reçu. Son grand ennemi Zinoviev n'avait-il pas rendu publique son opposition à l'insurrection — d'octobre 1917 — rien que cela, en définitive sans aucune sanction ? Lénine lui-même a-t-il jamais respecté une règle de silence en matière de divergences politiques, surtout les plus vitales, fut-ce devant la répression ? Toute son action militante, et notamment l'année 1917, atteste du contraire. La conviction de Levi est donc que les méthodes « *léninistes* » de discussion, fut-ce contre Lénine, sont les siennes. Il a lancé un journal, Sowjet puis Unser Weg (Sowjet), et y donne tribune à de nombreux dirigeants, notamment syndicaux, du parti. Au congrès du parti de Léna, qui suit le IIIe congrès mondial, il est présent à l'extérieur et s'adresse aux délégués : en vrai bolchevik, il se bat ouvertement.

À Léna, aucun SO ne vient l'agresser : on n'est pas encore sous le stalinisme, mais un message de Lénine appelle à tirer un trait sur lui, et Zetkin avalise son exclusion tout en déclarant la regretter. Le VKPD, qui s'appelle désormais KPD, se dote d'une nouvelle direction autour de Friesland, pseudonyme d'Ernst Reuter. Cet ancien organisateur des prisonniers de guerre allemands en Russie rouge a jusque-là toujours été un gauchiste patenté, praticien et pas seulement théoricien de « *l'offensive* », passant pour un second Béla Kun, mais il a été sincèrement retourné sur ce point par Lénine à Moscou. Il dirige un parti convalescent, qui, malgré son aile gauche animée par Ruth Fischer, développe en pratique cette politique de front unique que Lévi avait initiée, d'autant qu'il n'a plus guère le choix.

A la suite du congrès commencent à se produire des exclusions pour participation aux activités politiques de Levi. Le représentant permanent du parti à Moscou Curt Geyer et sa compagne Anna, l'ancien dirigeant USPD Daiimig — qui décède peu après — et le vieux député, ancien membre du gouvernement des « *commissaires du peuple* » de 1918 Adolf Hoffman, ainsi que le dirigeant de la Libre pensée allemande, Max Sievers, forment, le 20 novembre, avec Levi et sept députés en tout (pour 12 KPD orthodoxes), ainsi que beaucoup de figures connues comme l'ancien préfet de la révolution Eichhorn, une nouvelle organisation. Il s'agit surtout d'une organisation d'un nouveau genre la KAG pour *Kommunistische Arbeitsgerneinschaft* (« *Communauté de travail communiste* »). La KAG forme un réseau, à la manière du groupe spartakiste pendant la guerre et comme le fut autrefois la SDKPIL polonaise de Rosa et de Jogiches. Et son influence est une ombre puissante sur le KPD, majoritaire dans sa commission syndicale, durant la seconde partie de l'année 1921. La victoire morale ultime de Paul Levi sera la seconde crise du KPD, répétition frappante de celle qui avait conduit à son exclusion, mais sans Action de mars.

Très vite en effet, Friesland-Reuter se heurte à son tour aux émissaires de Moscou et réclame une plus grande autonomie de fonctionnement. En novembre, Zinoviev et Radek se coalisent pour le mettre au pas, exigeant de sa part un nouveau test de fidélité, consistant à exclure les « *lévites* », de tout appel et de toute action unitaire, et d'interdire la discussion avec eux. Friesland résiste, avec la majorité de la direction au début Levi et la KAG ont tort, mais ils font partie du mouvement ouvrier, sont issus du communisme, et c'est donc la discussion qui s'impose avec eux.

Le 25 novembre, la presse sociale-démocrate publie des documents secrets que la police des frontières avait confisqués à Clara Zetkin lorsqu'elle s'était rendue à Moscou l'été, accablants pour plusieurs responsables du parti en ce qui concerne les provocations et actions violentes lancées au mois de mars précédent. Friesland, cette fois-ci allié aux « *lévites* » encore au parti, comme les dirigeants syndicaux Malzahn et Neumann, passe à l'offensive en voulant exclure l'un des responsables, Hugo Eberlein. Mais

la masse des militants, sentant le parti attaqué, ne le suit pas, et Zetkin avec d'autres dirigeants explique cette fois-ci que bien qu'il ait raison, il agit de façon inopportune...

Si Friesland, avec Levi derrière lui, avait eu le dessus, on serait allé vers une nouvelle recombinaison du communisme allemand : une grande partie du KPD, avec la KAG et peut-être l'USPD maintenu, auraient formé un parti communiste « *droitier* » se voulant unitaire et démocratique, laissant de leur côté les « *gauchistes* » du KPD et le KAPD. Mais deux facteurs l'interdisent : la volonté des militants de ne pas prendre à nouveau le risque de déchirer leur parti, ainsi que le poids moral et matériel de Moscou. Friesland est évincé de la présidence du parti le 12 décembre, et exclu du parti avec 27 autres, le 23 janvier 1922.

Entre ces deux dates, une étape décisive, hélas fondatrice à sa manière, a été franchie le 18 décembre par l'Exécutif de l'Internationale, ce qui veut dire à l'initiative de Zinoviev, mais avec la caution de Lénine et de Trotsky : la KAG est traitée en ennemi principal et la discussion avec elle ou ses membres passibles d'exclusion. Précédent terrible à l'échelle de l'histoire : les /évités sont donc les premiers pestiférés désignés comme contagieux dans l'histoire du communisme, avant les trotskystes et les autres, groupe maudit et malfaisant...

Les exclus rejoignent la KAG. Celle-ci regroupe alors, temporairement, le vieux noyau des Délégués révolutionnaires berlinois, les maîtres d'œuvres des conseils ouvriers de 1918, et reçoit le soutien de militants communistes étrangers remarquables, le roumain Valeriu Marcu, pionnier de l'Internationale des jeunes et par la suite écrivain de valeur, et la polono-hongroise Iofa Duczynska, par ailleurs épouse de l'économiste Karl Polanyi. Autant de victoires morales considérables pour Levi, mais qui ne sauraient cacher le fait politique principal le KPD lui échappe définitivement.

Gagner Friesland, en somme son vrai successeur à la tête du parti et vieil adversaire, était spectaculaire. Beaucoup de témoignages, Paul Frölich comme Richard Müller, déplorent les propos vexants et la difficulté de Levi de regrouper et d'attacher des hommes autour de lui. Un tel succès pourtant, obtenu par la rigueur et la constance — et il en fut d'autre — pourrait signifier le contraire. Les deux impressions ne sont pas forcément contradictoires : Levi ne faisait pas de concessions, mais pouvait ainsi, aussi, construire. Pour Ernst Reuter, ce fut une étape décisive. Plus tard, il sera le maire SPD de Berlin-Ouest, et l'un des pères spirituels du chancelier Willy Brandt — une postérité dont on ne saurait sans risque affirmer que Levi l'aurait appréciée !

URSS et démocratie

C'est dans le feu de cette bataille que Paul Levi a décidé de publier les notes critiques de Rosa Luxemburg sur la révolution russe. De concert avec Mathilde Jacob, amie intime de Rosa, il tente de convaincre Clara Zetkin du bien-fondé de cette initiative, ce qui produit sa rupture personnelle, car Zetkin affirme que Rosa ne voulait pas voir publiées ces pages. Il commence ainsi à se faire l'éditeur posthume de certains travaux de R. Luxemburg, ce qu'il poursuivra en 1925 en publiant ses Notes sur l'économie politique. Ces publications susciteront des critiques quant à leur qualité éditoriale, mais elles ont rendu irréversible l'édition de ces œuvres qui, autrement, auraient pu rester cachées. En 1928, l'Institut de Recherche Sociale de Francfort réalisera une édition scientifique et exhaustive des notes sur la révolution russe, à partir des manuscrits complets que possédait Mathilde Jacob.

En décembre 1921, Clara Zetkin et le communiste polonais Adolf Warski, puis l'ancien spartakiste Ernst Meyer en janvier 1922, affirmeront dans la presse du KPD que Rosa n'aurait pas voulu cela, mais ils ne mettent pas en doute l'authenticité du manuscrit, et rien ne prouve en réalité qu'elle aurait changé d'avis. C'est certes un coup politique de la part de Levi que de mettre ainsi de façon posthume Rosa avec lui dans la lutte concernant le communisme allemand, mais on aurait tort de n'y voir qu'une pure manœuvre, comme Karl Kautsky, entre autres, lui en fit le reproche. Dans une lettre à Zetkin fin septembre 1921, il déclare qu'il s'agit de tenter de lever, par ce moyen, « *le poids que les Russes sont en train de poser sur les épaules du communisme* ». C'est donc bien qu'il considère que le problème auquel il est confronté vient de Russie, et pas d'Allemagne.

Dans des notes qu'il avait fait circuler à la veille du congrès de Halle, donc après avoir observé la Russie lors du congrès mondial, il disait : « *Les camarades russes sont pouvoir d'État et organisation de masse. En tant que pouvoir d'État, ils ont à entreprendre en direction de la bourgeoisie des démarches qu'en tant que parti ils ne sauraient entreprendre par égard pour les masses prolétariennes. [...] On peut, bien entendu, concevoir théoriquement qu'il existe là un risque, celui que, si le lien entre l'Internationale communiste et le pouvoir d'État devenait très étroit, elle n'agisse plus elle-même en tant que parti ou super parti, pourrait-on dire, uniquement inspiré par le point de vue du communisme, mais qu'elle se place sur le terrain du jeu diplomatique entre les forces bourgeoises dont les bolcheviks doivent tenir compte, non en tant que parti, mais en tant qu'appareil d'État. [...] C'est un risque théoriquement concevable, mais dont je ne puis imaginer qu'il puisse devenir réel. Et, à mon sentiment, il n'est pas possible qu'il devienne réel, en raison de l'identité qui existe entre les intérêts de l'Internationale communiste, d'une part, et ceux de la République soviétique en tant qu'État politique, de l'autre, parce que l'identité entre les deux, de manière générale, est trop grande pour qu'une différence d'intérêt puisse se faire jour.* »

Dans ces lignes, le risque est verbalement conjuré, mais il est clairement envisagé, et il est situé dans l'État dit soviétique. Quand, en 1921, dans sa brochure *Unser Weg*, Levi qualifie les interventions à l'origine de l'Action de mars de « *tchékas projetées par-dessus les frontières de la Russie* », ce qui implique une vision nullement positive de ce qu'est une tchéka (police politique), on peut penser que le risque est pour lui devenu réalité. En effet, dès 1922, il évoquera la réalité de Thermidor en Russie, qu'il mettra ensuite en relation avec la répression de Cronstadt. Il ne produira pas de longues analyses sur la nature de l'État soviétique, simplement parce que pour lui, en tant qu'État, il n'est pas prolétarien à partir du moment où la démocratie n'y fonctionne plus. Il est heureux que Lénine et Trotsky soient visiblement de son avis à propos de la politique d'unité ouvrière, ce en quoi s'exprime encore une certaine identité d'intérêts entre l'État soviétique et la révolution mondiale, mais il note que Lénine et Trotsky sont bien seuls. Si l'on ajoute à cela que la Nouvelle Politique Économique (NEP) lui semble consacrer le fait que la société « *soviétique* » est somme toute capitaliste — un point de vue alors largement partagé, et qui prend racine chez lui dans les critiques de Rosa Luxemburg sur la politique agraire des bolcheviks —, on comprend que pour lui, l'URSS ne sera plus jamais un point d'appui pour la révolution. Bien avant d'apercevoir Staline, initialement peu connu hors d'URSS, le personnage représentant cette situation fut pour lui Zinoviev.

La KAG et les « *partis ouvriers* »

Le texte de fondation de la KAG, en novembre 1921, la présente ainsi : « *La KAG n'aspire pas à fonder son propre parti. Au contraire, elle croit qu'avec le destin que s'est infligé le KPD et la perte du respect pour l'Internationale communiste, la formation à venir d'un grand parti révolutionnaire de masse sera le résultat non de scissions, mais de fusions.* »

Dans les faits, la KAG est au départ ce que les milieux militants appelleront par la suite une « *fraction interne-externe* » du KPD, c'est-à-dire un regroupement de militants communistes dont les uns sont au parti, les autres en dehors. Mais l'objectif de redressement du KPD, par le plein établissement des responsabilités sur l'action de mars et par une véritable autonomie envers Moscou, est relié, on le voit, à une conception déjà plus vaste qui envisage que la construction d'un vrai parti révolutionnaire se fasse par le regroupement de courants et de secteurs qui sont donc à présent dispersés : un « *parti de masse ouvert* » qui ne se meut pas au commandement, mais « *dans le mouvement même* » du prolétariat. La KAG reprend ici presque littéralement la défense en appel de Levi qui, devant la Centrale du KPD, avait proclamé en mai 1921 qu'en Europe occidentale, les partis révolutionnaires ne devaient « *être mus que dans le fluide invisible où ils baignent, dans l'interaction psychologique avec tout le reste de la masse prolétarienne* ».

Ceci implique que l'on ne dresse pas de barrières idéologiques ou symboliques entre les militants ouvriers sociaux-démocrates, indépendants, communistes, gauchistes ou uniquement syndicaux. Fondamentalement, tous les secteurs de la classe ouvrière sont en butte aux attaques du capital : cette appréciation remet en cause l'idée selon laquelle il y aurait une « aristocratie ouvrière » corrompue, car « *les ouvriers sociaux-démocrates sont de nouveau du côté des vaincus, et économiquement des exploités* ». L'histoire a fait qu'il y a deux grands partis ouvriers, plus quelques petits : l'un dominé par les idées de réforme et l'autre par celles de révolution. Il faut à nouveau les combiner, par une politique unitaire consistant dans la « *participation la plus enthousiaste à tout ce qui est prolétarien* ».

Mais il s'avère que le KPD ne peut pas être repris en main : le renversement de son cours, qui ne consiste pas seulement dans l'adoption par ce parti d'une politique unitaire, mais dans un changement radical de méthodes, de comportement et d'organisation, s'avère impossible, selon Max Sievers, alors cheville ouvrière de la KAG, qui l'écrit dès le 23 janvier 1922, à l'annonce de l'exclusion de Friesland-Reuter et ses camarades. Une « *purge* », selon lui, plus grave en elle-même que l'exclusion du seul Levi l'année précédente, car elle pérennise la méthode de la délimitation par diabolisation des dissidents. À ce moment-là, la KAG se présente comme ouverte à tout adhérent d'un parti ouvrier quel qu'il soit, voulant être au cœur du mouvement ouvrier dans son ensemble. Comprendons bien que c'est la première fois, dans l'histoire du XXe siècle, qu'un courant politique fait le constat qu'aucun « *parti de gauche* », communiste ou socialiste en particulier, ne représente vraiment les exploités et opprimés, mais qu'il faut faire avec en regroupant sur la base des intérêts communs...

Pour la KAG, cette situation fut transitoire et relativement brève, car une issue organisationnelle assez logique s'imposait à partir du moment où elle ne s'orientait plus vers le KPD. En avril 1922, la KAG intègre l'USPD maintenu « *sans envie de crier hurra* », selon les propres mots de Levi. Beaucoup d'auteurs et même Pierre Broué perçoivent alors son évolution comme un épilogue qui conduit à une sorte de renonciation. Rien n'est plus faux : cette entrée à l'USPD participe d'un climat général combatif et unitaire. Au niveau international, c'est la conférence « *des trois internationales* » sous le mot d'ordre de front unique et les manifestations communes du 20 avril pour la journée de 8 heures et l'aide à la Russie — 150 000 manifestants à Berlin à l'appel du KPD et de l'USPD, le SPD ayant refusé. Au niveau national, c'est une succession de grèves sectorielles dans lesquelles les syndicalistes USPD sont souvent à l'initiative. Au congrès de la centrale syndicale, l'ADGB, les 19-24 juin, une majorité de 345 délégués contre 327 bat la direction sur l'opposition à la politique de « *communauté de travail* » — la future « *cogestion à l'allemande* ». Dans cette majorité, les délégués communistes sont seulement 90, les

autres comprennent les délégués USPD, des syndicalistes purs et des délégués SPD, et la figure de ce regroupement est Robert Dissmann, le dirigeant de la métallurgie, un internationaliste de 1914 qui avait refusé de rallier « Moscou » en 1920 et qui, traité stupidement de « Noske » par Zinoviev, s'était opposé à la Lettre ouverte des métallos de Stuttgart. Il est cette fois-ci l'allié de Levi dans l'USPD et l'on parle de la « *tendance Levi-Dissmann* », tout à fait en prise sur la lutte des classes, on le voit.

À la fin de ce congrès syndical tombe la nouvelle de l'assassinat du ministre des Affaires étrangères, l'homme politique montant Walther Rathenau, par un commando d'extrême-droite. Le congrès appelle, unanimement, au « *front uni pour la défense de la République* ». Des manifestations monstres balayent le pays et des comités de contrôle et autres comités d'action élus à la base réapparaissent. La direction de l'USPD décide alors, contre l'avis de la tendance Levi-Dissmann, de fusionner avec le SPD. Levi aurait voulu faire de l'USPD une sorte d'organisation centrale, pont entre réformistes et révolutionnaires. Mais la dynamique unitaire impose la fusion et contraint la direction du SPD à accepter même Paul Levi, qu'elle aurait voulu refuser. En septembre 1922, Levi se retrouve donc membre du SPD — qui s'appelle quelque temps le VSPD (Parti social-démocrate unifié).

Comme on le voit, contrairement à ce qu'a évidemment proclamé le KPD et à ce que pense une certaine vulgate, il ne s'agit pas d'un pur et simple « *retour à la sociale-démocratie* » : Levi maintient l'intégralité de ses positions et ne renie rien de son parcours antérieur. Comme le proclama sur sa tombe, en 1930, le grand pacifiste Carl von Ossietzky, « *les communistes commettaient une injustice à son endroit en le traitant de schismatique, les socialistes en le traitant de converti. C'était un socialiste révolutionnaire de l'école de Rosa Luxemburg. Il ne l'a jamais nié* ».

La défense républicaine et prolétarienne

La « *défense de la République* » fut le mot d'ordre unitaire de l'été 1922, même pour les communistes, ce qui valut au successeur de Friesland à la présidence du parti, le vieux spartakiste Ernst Meyer qui s'était volontiers adapté aux aspirations unitaires, d'être remplacé par Heinrich Brandler de retour de Moscou où il avait séjourné après sa période de prison consécutive à l'Action de mars. Ce mot d'ordre était apparu lors de la grève générale contre le putsch de Kapp et avait ressurgi l'été 1921 lors de l'assassinat par un corps franc d'un autre homme politique du centre, Erzberger. Paul Levi en fait alors un thème central de son combat. Dès ce moment-là, Levi s'en explique au Reichstag, où il a été élu député en juin 1920 et a gardé son mandat malgré les objurgations du KPD. Selon lui, il est vital dans la perspective de la dictature prolétarienne de « *protéger la république démocratique, même dans la forme qu'elle revêt aujourd'hui* ». Dans ce discours tenu à la Chambre le 10 octobre 1921, Levi insiste sur le fait que « *la véritable défense de la république ne peut se faire que si s'établit le front uni du prolétariat, au moins sur ces questions spécifiques qui pourraient bien devenir, dans des circonstances historiques déterminées, d'une actualité brûlante* ».

Pendant la vague de manifestations qui soulève l'Allemagne suite à l'assassinat de Rathenau, sa position particulière dans l'échiquier politique lui donne, pour la seule et unique fois de sa vie, une place centrale au parlement : il est l'un des principaux animateurs de la commission du Reichstag spécialement formée pour rédiger une loi de « *défense de la République* ». Elle doit selon lui être défendue contre les bandes nationalistes, contre le corps des officiers, contre les tenants de la vieille

Prusse, contre le DNVP (Nationaux-Allemands). Ainsi que le lui reproche F. Cyr, très choqué que l'on puisse « *défendre la République* » de cette façon, il la défend contre la droite et pas contre la gauche, car il maintient la « *perspective de la dictature du prolétariat* », dont il lui échappe qu'elle serait, pour Levi, une République démocratique. Sans en réaliser la portée, F. Cyr nous donne cette citation clef : pour Levi la destruction de la République de Weimar ne serait pas « *un retour à l'ancien statut étatique* », c'est-à-dire à l'Allemagne wilhelmienne, mais « *une réaction au sens le plus sanglant du mot* ». La leçon italienne et la prescience de ce que serait un fascisme allemand sont présentes dans ces lignes.

La loi de défense républicaine du 18 juillet 1922 porte la marque de Levi dans ses articles visant la droite et les militaires. Accusé par le KPD de défendre la République bourgeoise, il défend en fait les normes juridiques de l'état de droit contre l'appareil d'État de la République de Weimar, hérité du Reich, et contre les bandes nationalistes dans lesquelles H est l'un des très rares à percevoir que quelque chose de nouveau et de terrible pourrait émerger. En septembre 1922, il rappelle à toutes fins utiles, dans son bulletin alors intitulé *Unser Weg*, que « *la République allemande n'est pas fermement établie. Une Reichswehr contre-révolutionnaire lui dérobe ses libres inspirations. Une bureaucratie arrogante lui lie les bras et les jambes. Le poison distillé par un lâche assassinat s'insinue dans ses veines* ». Levi va donc apparaître, et demeurer pour la postérité, comme un défenseur de la République de Weimar, alors que ce qu'il défend réellement, ce sont les formes républicaines et les libertés démocratiques. Le jeune avocat qui voulait juger l'État est toujours là. Et sa formule de défense républicaine est la suivante : « *défense républicaine et prolétarienne* ».

Fin 1922, le gouvernement social-démocrate saxon prend précisément ce nom : « *gouvernement de défense républicaine et prolétarienne* ». Dès cette date, le SPD saxon, épicerie de cette nouvelle gauche sociale-démocrate que la fusion avec l'USPD a dopée, est prêt à accepter toutes les conditions posées par les communistes pour participer au gouvernement régional — blocage des prix, réquisition des logements vides, journée de 8 heures, répartition du temps de travail pour embaucher les chômeurs, purge de l'appareil d'État, armement des travailleurs — sauf une : la substitution d'un congrès saxon des conseils d'usine aux institutions officielles. Cette dernière condition signifiait en réalité la révolution, ou, en dehors de la révolution, une provocation sortant des rails de la « *défense républicaine et prolétarienne* », qui est la ligne sur laquelle la gauche sociale-démocrate tend à se grouper, ligne que Levi a formulée avec le plus de clarté.

L'absent-présent de l'année 1923

Le 12 janvier 1923, la France et la Belgique occupent la Ruhr, première région industrielle du monde en ce temps-là, pour prendre des « *gages productifs* » sur les réparations imposées à l'Allemagne au nom du traité de Versailles. L'ambiance de guerre revient d'un coup. Dans les mois qui suivent, l'Allemagne bascule dans l'hyperinflation, qui détruit société, repaires humains, cadres collectifs. En Bavière, un groupe de droite nationaliste, caractérisé par une idéologie raciste et antisémite, devient un mouvement de masse : les nazis (que l'on appelle alors plutôt national-socialistes).

Durant la seconde partie de l'année, en réaction à ces phénomènes destructeurs, à cette irruption de la barbarie, KPD et gauche social-démocrate ont à nouveau le vent en poupe. Début août, une grève générale spontanée renverse le gouvernement Cuno. Quand ils l'apprennent, les dirigeants russes

Trotsky et Zinoviev estiment que la révolution est à l'ordre du jour en Allemagne et inspirent une tentative d'insurrection — Staline étant, pour la dernière fois, hors-jeu. Les communistes devaient entrer — enfin ! — dans les gouvernements de défense républicaine et prolétarienne de Saxe et de Thuringe et déclencher le 21 octobre, à partir d'un congrès des conseils ouvriers saxons, la grève générale et l'insurrection armée dans tout le pays. La gauche sociale-démocrate ne suit pas et le contre-ordre parvient trop tard à Hambourg. L'insurrection y est écrasée.

C'était en fait la dernière chance : la période révolutionnaire d'après-guerre en Europe a pris fin. Staline triomphe en URSS. En Allemagne, Hitler perce peu après avec le putsch dit « *de la brasserie* » à Munich, qui ne fut qu'un échec provisoire. En apparence, l'Europe rentre dans le droit chemin.

Cette trame des événements est depuis évaluée à l'aune de deux lectures : la lecture dominante n'y voit que des convulsions causées par la malheureuse agression française, mais sans suite, et la lecture historiographique communiste et trotskyste explique l'échec du soulèvement de la dernière chance par la défaillance des sociaux-démocrates, surtout ceux de « l'aile gauche » qui, bien entendu, ne pouvaient que trahir.

Paul Levi a tiré un bilan de cette année 1923 dans sa ` préface à l'une des deux éditions allemandes des Leçons d'Octobre de Léon Trotsky, parue en janvier 1925 (l'autre édition, moins critique envers Trotsky, fut établie par le poète ultra-gauche Franz Pfemfert). Il y affirme que l'Allemagne a bien connu une situation révolutionnaire en 1923, mais que celle-ci a été compromise par le KPD qui n'avait pas la légitimité des bolcheviks en 1917 et que sa main tendue à la jeunesse d'extrême droite au printemps — il s'agit de la « *ligne Schlageter* » lancée par son ennemi intime Karl Radek — avait achevé de déconsidérer. En portant ce jugement, Levi contredisait l'affirmation de Trotsky selon qui le KPD aurait pu diriger la révolution prolétarienne en Allemagne en 1923, tout en faisant connaître hors d'Allemagne ce pamphlet de Trotsky dirigé contre Zinoviev et la bureaucratisation de l'URSS.

Or, plusieurs faits courant 1923 nous indiquent que la victoire était certes possible mais pas par le seul KPD : par le front unique KPD-gauche SPD. Paul Levi était sans doute au cœur des événements, indiquant une voie possible, mais ne faisant au final que l'indiquer.

Début 1923 il a lancé une publication interne au SPD, SPW pour Sozialistische Politik und Wirtschaft (Économie et politique socialiste), dite « *correspondance Levi* », dans laquelle il plaide pour l'unité révolutionnaire sociaux-démocrates/communistes : « *La question se pose inévitablement à la sociale-démocratie allemande : dictature du prolétariat ou dictature des autres. Les sociaux-démocrates, sous les apparences d'un gouvernement de coalition, ont consenti à celle des autres. La dictature du prolétariat est nécessaire. Le pouvoir politique ne consiste pas dans l'occupation des sièges et l'obtention de voix au parlement, mais bien dans l'activité des masses populaires. Les communistes constituent l'un des éléments les plus actifs dans les masses ouvrières. Nous sommes par conséquent pour la collaboration avec les communistes.* »

S'appuyant sur le réseau de correspondants constitué autour de cette revue et issu de la KAG, H anime le 29 juillet 1923 une réunion nationale à Weimar : une conférence extraordinaire de l'opposition sociale-démocrate, avec Dissmann et Kurt Rosenfeld, qui avait été avec lui avocat de Rosa en 1914. Il y salue le succès de la journée antifasciste tenue le jour même par le KPD, dénonce la volonté d'alliance avec les partis bourgeois de la direction du SPD, appelle au renversement du gouvernement Cuno et à la formation d'un gouvernement ouvrier SPD-KPD. Cet appel est lancé juste avant la grève générale spontanée d'août, qui fut le véritable moment opportun de la révolution.

Le 21 octobre, nous ignorons si Levi est présent à la conférence saxonne fatidique des conseils ouvriers. Mais la version des événements selon laquelle les sociaux-démocrates de gauche par la bouche du

chef du gouvernement saxon, Zeigner, ont simplement refusé la grève générale est incomplète. Ils avaient un « *plan B* », auquel le dirigeant du KPD, Brandler, s'était d'ailleurs rallié : sommer tout de suite le président SPD Hebert et le gouvernement Stresemann d'écraser les national-socialistes et autres fascistes, de purger armée et police et, constatant leur probable refus, d'appeler alors à la grève générale. C'était une affaire de quelques jours, qui visait à assurer l'unité et la force la plus large possible au mouvement. On ne saura jamais si c'était possible, puisque le choix unilatéral, pris à Moscou, d'organiser l'insurrection pour le lendemain matin était déjà fait et, décommandé en catastrophe, produisait le fiasco final. Ce « *plan B* » n'en était pas moins parfaitement conforme à la ligne unitaire de défense républicaine et prolétarienne.

Quand Ebert et le gouvernement jettent leur force contre les gouvernements saxon et thuringien, Paul Levi est vent debout contre lui, l'accusant d'assassinat et affirmant que la république commet « *un putsch contre elle-même* ». La défense républicaine s'oppose alors à la politique des dirigeants de la République, et l'article 48 de la constitution de Weimar, celui-là même qui sera utilisé pour instaurer un régime de décrets — lois à partir de 1930 puis pour donner les pleins pouvoirs à Hitler, commence à assassiner la République : la défense républicaine façon Levi s'oppose frontalement à l'état d'urgence d'Ebert-Hindenburg.

Quand, peu après, Hitler fait son coup de Munich, Levi écrit que malgré son « *grotesque* » et son « *ridicule* », ce coup est le plus grave de tous : il faut « *à tout prix reconnaître* » qu'il « *prend racine dans un mouvement social profond* », et mesurer la gravité de l'absence de réaction populaire, à la différence des réactions au putsch de Kapp et à l'assassinat de Rathenau. Pour Levi en effet, « *devant ce dangereux attentat contre la République allemande, même les poules n'ont pas remué la queue* ».

Ces lignes nous montrent que Levi fait partie des très rares qui, dès 1923, ont mesuré le danger du nazisme, cette « *sexo pathologie autrichienne* », ainsi qu'il le qualifiera bientôt.

L'ennemi des nazis

De fin 1923 à sa mort, Levi publie les SPW, mais ne cherche pas à structurer de courant organisé. Il s'impose comme une référence intellectuelle et, de plus en plus, comme une autorité morale, pour la gauche du SPD dans son ensemble. Ces années sont en général tenues pour une sorte de parenthèse, les « *années folles* », entre la fin de la période révolutionnaire et la crise de 1929, un moment de fausse stabilisation. Levi est alors un Cassandre qui s'acharne, sous l'angle de la politique et du droit — qui forment chez cet avocat député un bloc — contre le danger nationaliste en général et la menace nazie en particulier. Le dernier Levi fut l'ennemi mortel des nazis, à un moment où pratiquement personne ne les considérait comme vraiment dangereux. Il fut celui qui voulait leur régler leur compte, de manière démocratique, mais ferme : par la voie judiciaire.

Dans une certaine mesure, il s'est laissé cantonner dans ce rôle spécifique volontairement, par l'appareil social-démocrate qui le tient en suspicion et ne lui reconnaît pas le droit d'intervenir sur toutes les questions politiques au Reichstag. C'était déjà pour lui une victoire que d'avoir pu rester député lors des élections de 1924. Le SPD consent, sous la pression de l'aile gauche saxonne, à en faire l'un de ses candidats dans le 30^e district, celui de Chemnitz-Zwickau, où son nom contribue aux succès de la liste SPD (6 élus sur 10 sièges, à la proportionnelle). Cette région ouvrière et rurale à la fois, au

cœur des affrontements de mars 1921, avait été un bastion du KPD. Levi, sans y habiter — il s'est réinstallé à Berlin en tant qu'avocat en 1922 — y a « *fait son trou* », parcourant la région, bénéficiant d'un soutien populaire renouvelé aux élections de fin 1924 et de 1928. Député, il se spécialise dans les interventions visant les assassins d'extrême droite et les militaristes au point d'être traité de bouledogue du SPD, agissant d'ailleurs sans aucune consigne, de sa propre initiative.

En janvier 1926, la création d'une commission parlementaire spéciale sur les meurtres politiques, qui ont largement marqué le régime depuis ses débuts, lui est largement imputable. Il en est le co-rapporteur, aux côtés d'un représentant de la droite nationale-allemande mis là pour saboter son travail, Walter Schaeffer. Seconde victoire : la définition des assassinats politiques, Fememorde, visant les « *traîtres* » ou « *ennemis de la communauté allemande* », comme crimes de haine raciale ou nationaliste. Contre l'avis d'une grande partie de la commission, Levi parvient à l'entraîner vers des enquêtes ciblant notamment la Bavière et les milieux nazis, corps francs, nationalistes bavarois, et l'appareil d'État lui-même.

Se déclenche alors une campagne de haine insufflée par la presse nazie, qui reprend un terme antisémite circulant depuis longtemps à son sujet : le « *Juda* » Levi. L'ancien gauchiste, puis national-bolchevique Wolffheim s'honorera d'ailleurs en intervenant en faveur de Levi dans ces affrontements. Le *Völkischer Beobachter*, l'organe nazi, fait une véritable fixation sur Levi. Alfred Rosenberg, principal théoricien national-socialiste avant même Hitler, y appelle au meurtre contre lui le 5 août 1926. Plus original : les nazis choisissent de traiter Levi... d'agent anglais ! Toutes les rumeurs sur Levi, esthète, affairiste, dilettante fumeux, etc., qui avaient pu circuler dans le mouvement révolutionnaire sont recyclées et amplifiées par les nazis qui mettent au premier plan la dimension antisémite. Avec eux, Méphisto-Levi devient le « *proxénète du capital international* », stipendié par l'Angleterre, pour les persécuter.

Levi attaque Rosenberg en justice, et prend la défense d'un élu SPD de Plauen, petite ville de son district électoral de Zwickau, attaqué en justice par Hitler en personne pour l'avoir accusé d'avoir reçu de l'argent de l'étranger. Le 9 juillet 1926 à Plauen, devant une foule dense de partisans et d'adversaires et dans un climat que l'on imagine sans peine tendu, l'avocat Levi affronte Adolf Hitler et le traite de façon sarcastique, affirmant qu'avec le reste de l'extrême droite bavaroise, il a reçu des fonds français et a pour les devises étrangères le talent qu'il prête aux Juifs (on sait aujourd'hui que les nazis ont notamment été financés par l'entreprise française L'Oréal). Juridiquement le procès est perdu — le client de Levi est condamné à une amende légère — car l'appareil d'État et la magistrature sont loin d'être « *républicains* » à la manière de Levi.

À l'automne 1926, la commission dite « *Levi* » se rend en Bavière, avec de nombreux gardes ducorps, et auditionne des témoins soupçonnés de meurtres, dont le chef policier nazi Frick, le chef des SA Röhm, et le général autonomiste bavarois von Epp : les confrontations sont très violentes, Frick et Röhm affectant de ne pas vouloir répondre à « *l'agent anglo-juif* » Levi. Mais c'est surtout le sabotage interne des députés de droite qui empêchera la commission parlementaire de parvenir à des conclusions officielles. Levi est attaqué pour diffamation par le ministre bavarois de la Justice, Franz Giirtner (DNVP, Parti National-Allemand) et va jusqu'à demander la levée de sa propre immunité parlementaire, qui le protège de poursuites, pour pouvoir l'affronter publiquement en justice, mais le Reichstag la lui refuse.

Voulant poursuivre son combat par d'autres biais, Levi prend la défense, fin 1928, d'un jeune communiste bavarois condamné sans preuve à 15 ans de prison pour « *trahison nationale* », Walther Bullerjahn. Il gagnera, mais en différé : le jeune militant, libéré en 1931, rendra hommage à Levi comme à son vrai défenseur — malgré l'interdit lancé contre lui par son propre parti, le KPD.

Ce combat inlassable culmine en 1928-1929 dans l'affaire Bornstein, grand journaliste attaqué par Paul Jorns, le juge militaire qui avait couvert les assassins de Kart Liebknecht et de Rosa Luxemburg.

C'est un puissant symbole que le dernier grand combat de la vie `de Paul Levi, unifiant lutte pour la vérité, défense de l'état de droit, défense prolétarienne, républicaine et culturelle contre le capitalisme, la réaction et l'inculture fasciste, porte au final sur les circonstances de ce qui fut sans doute, pour lui comme pour des milliers, la plus grande tragédie de sa vie : celle du 15 janvier 1919.

Puissant symbole aussi que cette lutte pour la mémoire de Karl et de Rosa soit menée par cet héritier — là pendant que les propriétaires autoproclamés du legs, les communistes officiels, sont aux abonnés absents.

Sans mettre un terme aux développements judiciaires de cette affaire, Levi parvint à tirer au clair le déroulement du double meurtre, et à faire acquitter, le 27 avril 1929, Bornstein — donc à condamner moralement Jorns et les assassins de Karl et de Rosa —, par un grand discours au retentissement national, lui valant les hommages appuyés de deux grandes personnalités qui se sont alors attachées à lui : Carl von Ossietzky et Albert Einstein.

La fin

Levi, presque seul, a voulu débarrasser le monde des nazis dans un moment où personne ne pensait trop à eux. Nous ne pouvons que spéculer sur ce qu'aurait été son action lorsque se produira leur résistible ascension vers le pouvoir, à partir de 1930, quand la lutte sortira des prétoires et se déroulera dans la rue.

Depuis le milieu de l'année 1929 environ, Levi est en mauvaise santé, épuisé et souffrant des poumons, et a dû abandonner les suites de l'affaire Bornstein-Jorns. Son dernier acte politique important nous est signalé par Pierre Broué, qui en a eu vent par une lettre de Léon Trotsky à son fils Léon Sedov. Cette missive datée du 19 avril 1932 nous apprend qu'en juillet 1929, Paul Levi s'était proposé de venir voir Trotsky exilé en Turquie, mais que ce dernier avait refusé, craignant l'exploitation « *hystérique* » d'une telle rencontre par les staliniens. Le révolutionnaire russe le regrette à présent. « *On peut se prendre à regretter des rencontres qui n'ont pas eu lieu* », écrit Broué avec une pointe d'amertume, que nous partageons.

Atteint d'une grippe prolongée et gravissime, Levi, très fiévreux, tombe de sa fenêtre et se tue le 9 février 1930 à la fin de la nuit. On peut être intrigué par un décès qui intervient juste au moment où l'histoire donnait raison à ses avertissements. Beaucoup, amis ou ennemis, ont tout de suite cru à un suicide, malgré les démentis de sa sœur pour qui la volonté de vivre et la joie d'exister l'ont habité jusqu'au bout. Aucune enquête policière n'est venue éclaircir ou dissiper les soupçons. Trotsky, dans un article de début 1932 appelant à l'unité ouvrière contre le nazisme en Allemagne, rappellera que Lénine disait de Levi qu'il avait perdu la tête, mais que lui au moins avait eu une tête à perdre. À ses obsèques le 14 février 1930 au cimetière du grand Berlin de Stahnsdorf, l'oraison sera prononcée par Max Seydewitz, autour duquel se formera, un an et demi plus tard, le SAP, Parti Socialiste Ouvrier, le parti de la dernière chance, scission de gauche du SPD appelant à l'unité d'action contre Hitler. Au Reichstag, un hommage officiel est rendu au député qui avait incarné une certaine idée de la défense

de la République. Tous se lèvent, sauf deux groupes parlementaires qui sortent, les groupes KPD et NSDAP (communistes et nazis).

Si vous avez lu cette histoire, nous espérons que vous comprenez en quoi elle nous concerne et doit être connue, aujourd'hui.

Bibliographie :

Sources, récits et témoignages

BERADT Charlotte (éd.), Paul Levi. Zwischen Spartakus und Sozialdemokratie. Schriften, Aufsätze, Reden und Briefe, Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt, 1969

BROUÉ Pierre (dir.), Du Premier au deuxième congrès de l'Internationale communiste. Mars 1919-Juillet 1920, Les congrès de l'Internationale communiste n° 2, Études et documentation internationales, 1979

FERNIACH David (éd.), In the Steps of Rosa Luxemburg : selected Writings of Paul Levi, Brill, Leiden, 2011

FROLICH Paul, Autobiographie 1890-1921, Science Marxiste, Montreuil, 2011

HIPPE Oskar, Et notre drapeau est rouge. Du Spartakusbund à la IVe Internationale, La Brèche, 1985

QUACK Sybille, Geistig frei und niemandes Knecht Paul Levi, Rosa Luxemburg : politische Arbeit und persönliche Beziehung : mit 50 unveröffentlichten Briefen, Kiepenheuer und Witsch, Cologne, 1983

SERGE Victor, Notes d'Allemagne (1923), préfacé et annoté par Pierre Broué, La Brèche-PEC, Montreuil, 1990

Ouvrages et articles

AUTHIER Denis & BARROT Jean, La gauche communiste en Allemagne 1918-1921, Payot, coll. Critique de la politique, 1976

AUTHIER Denis & BARROT Jean, Ni parlement ni syndicats les Conseils ouvriers !, Les nuits rouges, Sens, 2003

BADIA Gilbert, Les spartakistes. 1918 l'Allemagne en révolution, Aden, 2008

BADIA Gilbert, Clara Zetkin, féministe sans frontières, La part des hommes, Éditions ouvrières, 1993

BASILE Corrado, L'« *ottobre tedesco* » del 1923 e il suo fallimento. La mancata estensione della rivoluzione in Occidente, Colibri, Paderno Dugnano, 2016

BERARDT Charlotte, Paul Levi. Ein demokratischer Sozialist in der Weimarer Republik, Europäische Verlagsanstalt, 1969

BRANDT Willy & LOWENTAL Richard, Ernst Reuter - Ein Leben für die Freiheit, Hanno Drechsler, Munich, 1957

BROUE Pierre, Révolution en Allemagne. 1917–1923, Éditions de Minuit, 1971

BROUE Pierre, Trotsky, Fayard, 1988

BROUE Pierre, Histoire de l'Internationale communiste, Fayard, 1997

CYR Frédéric, Paul Levi, rebelle devant les extrêmes. Une biographie politique, Hermann, Laval, 2013

DUPEUX Louis, National-bolchevisme. Stratégie communiste et dynamique conservatrice, 2 Champion, 1979

FAYET Jean-François, Karl Radek, 1885-1939 biographie politique, L'Europe et les Europes, Peter Lang, Berne, 2004

FERNBACH David, « *Rosa Luxemburg's Political Heir : An Appreciation of Paul Levi* », New Left Review n° 238, 1999, p. 3-25

FERNBACH David, « *Editorial Introduction to Paul Levi, Our path and What is the crime ?* », Historical Materialism n° 17, 2009

FLECHTHEIM Ossip, Le Parti communiste allemand (KPD) sous la République de Weimar, Bibliothèque socialiste 23, Maspero, 1972 (1969 pour l'éd. allemande)

FROLICH Paul & alii, Révolution et contre-révolution en Allemagne, 1918-1920. De la fondation du Parti communiste au Putsch de Kapp, coll. Documents, Science marxiste, Montreuil, 2013 (1ère éd. allemande, 1929)

HARMAN Chris, La Révolution allemande. 1918–1923, La Fabrique, 2015

HOFFROGE Ralf, Working-class politics in the german Revolution, biographie de Richard Müller, Haymarket Books, Chicago, 2015

KRATKE Michael, « *Paul Levi (1883-1930) : der letzte Ritter* », Zeitschrift für sozialistische Politik und Wirtschaft 100, 1998, p. 31-38

MALMANN Klaus-Michael, Kommunisten in der Weimarer Republik : Sozialgeschichte einer revolutionären Bewegung, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, 1996

MORGAN David W., The socialist left and the german revolution. A History of the USPD, 1917 1922, Cornell University Press, Londres, 1975

WEBER Hermann, Die Gründung der KPD. Protokoll und Materialien des Gründungs-sparteitages der KPD 1918/1919, Dietz Verlag, Berlin, 1993

WEBER Hermann, Die Wandlung des Deutschen Kommunismus. Die Stalinisierung der KPD in der Weimarer Republik, 2 vols, Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt, 1969

WOLIKOW Serge, L'Internationale communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution, L'Atelier, Ivey, 2010.

Paul Levi

L'occasion manquée

Jaurès, Lénine, Rosa Luxemburg, Trotsky, Largo Caballero, Durruti, Gramsci, **Levi...**

Levi ? Connaissez-vous Paul Levi ?

Figure centrale du mouvement ouvrier international de 1914 à sa mort mystérieuse, ami de Rosa Luxemburg et de Lénine, très estimé d'Albert Einstein, fondateur du communisme allemand, premier grand hérétique du communisme mondial, inspirateur de la politique du front unique ouvrier, pour faire la révolution et barrer la route au nazisme !

Faire se réapproprier ce nécessaire héritage, tel est l'objet de ce petit livre.

Jean-François Claudon

est professeur agrégé d'histoire en région parisienne. Militant syndical et passionné par l'histoire du mouvement ouvrier, il est rédacteur en chef de la revue Démocratie & Socialisme, fondée par Gérard Filoche.

Vincent Présumej

est agrégé d'histoire à Moulins (Allier) et a effectué plusieurs travaux sur l'histoire du mouvement ouvrier français et international. Militant se définissant comme révolutionnaire depuis longtemps, membre de diverses organisations et animateurs de bulletins politiques, il est également responsable syndical.

www.editionsdematignon.com

© Editions de Matignon, 2017

Prix : 7 €

ISBN :



9 782911 932359